

peuples et l'environnement



Peuples est une revue illustrée unique en son genre qui traite du développement dans le Tiers-Monde. Elle abonde en nouvelles, rapports de première main et splendides photographies.

Peuples revêt un intérêt tout particulier pour les spécialistes de l'environnement car chaque numéro renferme une section de 8 pages intitulée *Eco-Monde* qui est consacrée aux questions de l'environnement.

Peuples tient ses lecteurs au courant des développements prenant place dans toute une variété de domaines connexes allant de l'alimentation à la planification familiale. C'est une source exceptionnelle d'information sur une vaste gamme de sujets ayant trait au développement.

Une fois par an au moins, les lecteurs reçoivent, à titre gracieux, un tableau en couleurs consacré à un aspect de la démographie ou du développement.

Les récents numéros d'*Eco-Monde* ont comporté d'importants articles sur la sécheresse au Sahel, les peuples menacés des forêts, l'érosion du sol et le logement depuis Habitat.

La revue *Peuples* a traité du monde arabe, de l'Asie et du Pacifique et des incitations à la planification familiale. Le tout dernier numéro de *Peuples/Eco-Monde* sur la population et l'environnement, qui a été préparé en collaboration avec l'UICN, est offert à titre gracieux aux lecteurs du *Bulletin de l'UICN*. Il renferme un tableau en couleurs sur la population et les ressources qui a été produit par *Eco-Monde* en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature.

Publiée tous les trois mois en anglais et en français par la Fédération internationale pour la planification familiale, à Londres, la revue *Peuples* peut être obtenue par abonnement au tarif annuel de US \$15, frais d'envoi par avion compris (£5 au Royaume-Uni seulement).

OFFRE SPECIALE: Nous enverrons à titre gracieux à tout nouvel abonné un exemplaire du numéro de *Peuples* consacré à l'environnement. Il suffit pour cela de renvoyer le bulletin ci-dessous avec le paiement requis.

A: IPPF Distribution (Environment offer) 18-20 Lower Regent Street, Londres SW1Y 4PW, Angleterre

Veuillez m'abonner pour les quatre prochains numéros de *Peuples* en anglais/français* — et m'envoyer immédiatement mon exemplaire gratuit du tout dernier numéro sur la population et l'environnement. Ci-joint un chèque de US \$15 (£5 au Royaume-Uni seulement)

* Rayer la mention inutile

Nom Position

Adresse



Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1196 GLAND - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 14 Nos 1-2-3 JANVIER/FÉVRIER/MARS 1983

PUBLIÉ AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DU PNUE, DE L'UNESCO ET DU WWF

POPULATION ET ENVIRONNEMENT

Par un accord mémorable, l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) a scellé officiellement les liens de collaboration qui l'unissent à la Fédération internationale de la planification familiale. L'UICN et la Fédération qui ont des membres dans 114 et 116 pays respectivement, ont donc décidé d'unir leurs efforts en vue de protéger l'environnement mondial et de réduire la pression exercée par l'expansion démographique.

La Stratégie mondiale de la conservation préparée par l'UICN avec les avis, la coopération et l'assistance financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du World Wildlife Fund (WWF) et en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et l'Organisation des Nations Unies pour la science, l'éducation et la culture (Unesco) jette les bases de l'action en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des ressources naturelles et insiste sur la nécessité d'adopter des mesures intégrées en matière d'environnement, de ressources et de population.

L'accord a été signé à Londres en janvier 1983. Il émane d'une résolution de la 15^e session de l'Assemblée générale de l'UICN à Nouvelle-Zélande, en octobre 1981, «reconnaissant que la conservation de l'environnement, l'utilisation judicieuse des ressources naturelles et la stabilisation de la population sont des questions fondamentalement liées et qu'il faut impérativement le reconnaître si l'on veut atteindre ces objectifs». En vertu de l'accord, l'UICN et la Fédération collaborent à l'organisation de réunions et de groupes de travail mais aussi de projets sur le terrain. Les organisations se consulteront sur des questions de politique et prépareront des stratégies communes pour l'éducation du public.

Les liens qui existent entre la population et l'environnement sont complexes. L'impact de la technologie, de la consommation, des facteurs sociaux, économiques et politiques complique considérablement l'équation. Cette édition spéciale du *Bulletin* explore certains de ces liens (pages 21 à 29). Le *Bulletin* traite surtout de la population et la terre, les forêts, les villes, les déserts, la disparition des espèces. **Hardford Thomas**, ancien rédacteur adjoint du quotidien britannique *The Guardian* et spécialiste des questions d'environnement et de



Crédit: Mark Edwards / IPPF

développement, présente certaines des préoccupations communes de la population et de la conservation.

Pour la première fois en dix ans, plusieurs régions du nord de l'Inde ont été dévastées par des inondations à l'arrivée de la Mousson en août. Ce genre de désastre est en grande partie causé par les humains. L'abattage des forêts sur les versants de l'Himalaya a détruit la végétation qui absorbait le premier choc des pluies. Les eaux ne sont plus freinées et dévalent dans les plaines.

En septembre, un nuage de poussière s'est répandu sur certaines régions de la Malaisie. Il s'agissait sans doute d'un «rideau» de fumée provenant du brûlage de forêts pour la culture itinérante.

L'agression de l'homme contre l'environnement n'a rien de nouveau. Les Grecs de l'antiquité et leurs chèvres dépouillaient les montagnes de leurs forêts et de leur

végétation, les laissant à la merci de l'érosion. «Le pays n'a plus que la peau et les os», s'exclama Platon. Dans la Rome de l'antiquité, le Tibre était si sale que seules les anguilles y survivaient. En Angleterre, il y a quelques années, il n'y avait plus de poissons dans la Tamise et les cités noires de suie étaient le triste témoignage de l'industrialisation.

Cette pollution de l'environnement pouvait, récemment encore, être considérée comme une responsabilité locale. On peut dans une certaine mesure y remédier. La pollution de l'environnement causée par l'homme peut donc être éliminée.

Mais on a commencé à se rendre compte que l'impact de l'homme du 20^e siècle sur la biosphère est bien différent des petites nuisances locales dont l'humanité est coutumière depuis le début de l'histoire.

Suite en page 26

Les tests scientifiques démontrent que la corne de rhinocéros n'a pas d'effet thérapeutique. Dans le cadre de l'action engagée pour mettre fin au commerce de cornes de rhinocéros destinées aux préparations pharmaceutiques de nombreux pays d'Asie, le WWF et l'UICN viennent de publier les résultats d'une étude de la Société Hoffmann-La Roche & Co qui n'a décelé aucune preuve d'éventuelles propriétés médicales de la corne de rhinocéros, notamment d'effets antipyrétiques pour lesquels elle est communément utilisée en Asie.

Les tests montrent en outre que la corne de rhinocéros qui, comme nos ongles, est un agrégat de cheveux n'a pas de propriétés antispasmodiques, anti-inflammatoires ou diurétiques pas plus que d'effet contre la suppuration ou les bactéries intestinales.

La France érige la Camargue en Aire protégée internationale. La Camargue, paradis des chevaux sauvages et des flamants roses, dans le delta du Rhône sera protégée par un traité mondial de conservation de la nature. Cette nouvelle, qualifiée de mesure décisive prise par le gouvernement Mitterrand en matière de politique internationale de l'environnement, a été annoncée par Mme Jacqueline Baudrier, ambassadrice de France à l'Unesco.

La nouvelle a clôturé, le 3 décembre 1982, une conférence de deux jours réunie à Paris, au cours de laquelle la France a obtenu que le texte français de la Convention de 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine (Convention de Ramsar) devienne texte officiel à l'égal du texte anglais, seul considéré comme authentique jusqu'à présent.

Le traité couvre maintenant 264 réserves naturelles, soit une superficie de 175 000 km², réparties dans 33 pays allant de l'Australie à l'URSS. Il est administré par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) qui a organisé la Conférence de Paris et l'Unesco en est le dépositaire.

Le problème de langue créait un obstacle diplomatique qui depuis 11 ans empêchait la France et d'autres pays francophones d'adhérer à la Convention.

La Conférence de Paris, présidée par Nalni D. Jayal, secrétaire d'Etat au ministère indien de l'Environnement a adopté une procédure d'amendement visant à rendre la Convention plus souple et plus adaptable aux changements futurs. Des textes en allemand et en russe ont également été authentifiés. Des versions arabe, chinoise et espagnole seront ajoutées lors de la prochaine conférence qui doit se réunir en 1984, aux Pays-Bas.

Le WWF honore les lauréats du prix Nobel. Victor Borge, le célèbre comédien danois, était le maître de cérémonie d'un «dîner de l'environnement» donné le 12 décembre à Stockholm en l'honneur des lauréats du prix Nobel 1982 et dont la recette a été versée au WWF.

Parmi les invités d'honneur se trouvaient Leurs Majestés la reine Silvia et le roi Carl Gustaf, président d'honneur du WWF-Suède. Le président du Parlement suédois et 700 autres invités ont assisté à ce dîner parrainé, pour le WWF, par la Fédération des industries suédoises et la Fondation Nobel.

L'événement avait, entre autres, pour objet de promouvoir les réalisations suédoises en matière d'environnement et de montrer comment les entreprises nationales soutiennent la conservation de la nature.

Dans la soirée a eu lieu un défilé de fourrures de mode provenant d'animaux d'élevage. En 1977, l'Association des fourreurs suédois a signé avec le WWF un accord mettant fin à la vente de fourrures en provenance d'espèces en danger et visant à promouvoir une liste d'animaux élevés en captivité dont l'exploitation peut être autorisée, du point de vue de la conservation. Cet accord permet de réduire la pression qui pèse sur les espèces sauvages. Le nombre des espèces interdites au commerce de la liste suédoise dépasse largement celui des espèces menacées inscrites sur les Annexes de la CITES.

Sven Wahlberg, secrétaire général du WWF-Suède, un des organisateurs du dîner, a fait remarquer que «d'autres pays scandinaves envisagent d'imiter le modèle suédois en prenant des mesures semblables».

La Mauritanie récompense l'UICN et le WWF. Le prestigieux Ordre national mauritanien a été conféré le 9 décembre 1982 à Pierre Portas, responsable des projets UICN/WWF pour l'Afrique et Madagascar, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration de la 2e réunion technique régionale du Bureau international de recherche sur les oiseaux d'eau, à Nouadhibou. Pierre Portas a été élevé au rang de Chevalier de l'Ordre du Mérite National «ISTIHAQ EL WATANI EL MAURITANI». Cette distinction lui a été remise par M. Ba Mahmoud, secrétaire général du gouvernement, au nom du gouvernement et du président de la République, le Lieutenant Colonel Mohammed Khouna Ould Haidalla.

La distinction récompense les efforts accomplis par l'UICN/WWF pour promouvoir la conservation de la nature en Mauritanie, notamment dans le cas de la création du Parc national de Banc d'Arguin (11 750 hectares).

La Mauritanie a également prouvé par ce geste l'intérêt croissant qu'elle porte à la conservation des ressources naturelles en tant qu'élément important du développement durable du pays.

De nouveaux Etats adhèrent à la CITES. Sainte Lucie est devenue, le 15 décembre 1982 (avec effet au 15 mars 1983), le 79e Etat membre de la Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction.

Le 21 janvier 1983, la Thaïlande a ratifié la Convention (avec effet au 21 avril 1983), devenant le 80e Etat membre de la CITES. La Thaïlande a introduit des réserves concernant *Crocodylus siamensis*, *Crocodylus porosus*, *Varanus bengalensis* qui figurent à l'Annexe I et *Varanus salvator*, *Python molurus bivittatus*, *Python reticulatus*, inscrits à l'Annexe II.

La République populaire du Congo a accédé à la CITES le 31 janvier 1983 (avec effet au 1er mai 1983), devenant le 81e Etat membre de la Convention.

Madame Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde devient présidente d'honneur de la Commission de l'éducation de l'UICN. L'UICN a le plaisir d'annoncer que Madame Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, devient présidente d'honneur de la Commission de l'éducation. L'accord de Mme Gandhi a été transmis à M. Albert Baez, président de la Commission, par courrier personnel.

Tout est bien qui finit bien. Il y a plus de quatre ans, l'UICN a accepté d'aider à sauver une région de forêt tropicale humide à la frontière de la Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland (Australie). Aujourd'hui la bataille est gagnée: les zones principales sont à l'abri de l'exploitation et quatre parcs nationaux ont été créés, couvrant au total 110 000 hectares. Le mérite revient surtout au Cabinet travailliste de Nouvelle-Galles du Sud dirigé par M. Neville Wran, premier ministre. Le directeur du *Nature Conservancy Council* de Nouvelle-Galles du Sud, étroitement associé à cette victoire a la conviction que cette décision sera considérée, à travers le monde, comme un jalon important dans la lutte engagée pour préserver les trésors des dernières forêts humides, dans l'intérêt de l'humanité entière.

Atelier technique du groupe de spécialistes des ours polaires. Des scientifiques de Norvège, du Danemark, du Canada et de l'Alaska ont participé à une réunion technique, à l'invitation du groupe de spécialistes des ours polaires/UICN, à Grand Canyon, Arizona, du 16 au 18 février 1983. Pourquoi une réunion sur les ours polaires en Arizona? Cela n'est pas dénué de tout sens si l'on sait qu'elle précédait la 6e Conférence internationale relative à la recherche sur l'ours polaire et à sa gestion, réunie à Grand Canyon par la *Bear Biology Association*, du 18 au 22 février 1983. Plus de 60 documents concernant la conservation de l'ours polaire ont été traités par la Conférence, notamment quatre documents sur les travaux en cours avec les ours polaires. Une des sessions a été consacrée à l'amélioration de la communication, à l'UICN, des données sur l'état des ours dans le monde.

La réunion de trois jours était dirigée par Ian Stirling, président canadien du groupe. L'ordre du jour était divisé en séances de travail pour les huit membres du groupe présents et en sessions d'examen des rapports techniques, ouvertes à environ 10 scientifiques présents, spécialistes de l'ours polaire.

Un rapport a été présenté sur les moyens préventifs de conflits entre l'ours polaire et les hommes, toujours plus nombreux: conflits entre homme et ours polaire dans l'Arctique, examen de moyens de contrôle à distance et de repérage par satellite des mouvements d'ours polaires et examen de l'état des projets de modèles pour les populations.

Le groupe de spécialistes des ours polaires est unique au sein de la Commission de la sauvegarde des espèces car il réunit des scientifiques, spécialistes de l'ours polaire, des cinq pays de l'Arctique Parties à l'Accord international sur la conservation de l'ours polaire. Depuis longtemps, le groupe encourage et facilite avec succès la coopération en matière de conservation des espèces circumpolaires.

Nouvelles des membres. Les membres suivants ont été admis à la 12e réunion du Conseil de l'UICN (Gland, novembre 1982):

Afrique du Sud	National Programme for Environmental Sciences (organisme de droit public)
	Okavango Wildlife Society (ONG)
Australie	Department of forestry, Queensland (organisme de droit public)
Bolivie	Asociacion Boliviana Pro-Defensa de la Naturaleza (ONG)
Espagne	Federacion de Amigos de la Tierra (ONG)
Etats-Unis	American Society of Primatologists (ONG)
Royaume-Uni	International Donkey Protection Trust (ONG)
Uruguay	Centro de Investigacion y Promocion Franciscano y Ecologico (CIPFE) (ONG)
International	International League for the Protection of Cetaceans (OING)

Au 1er janvier 1983 les membres de l'UICN se répartissent ainsi:

Etats	58
Organismes de droit public	119
Organisations nationales non gouvernementales	291
Organisations internationales non gouvernementales	25
Affiliés	6
	499

114 pays sont représentés

L'Autriche adhère à la Convention de Ramsar. Le 16 décembre 1982, l'Autriche est devenue la 34e Partie à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement en tant qu'habitats de la sauvagine.

Nouvelle revue pour l'UICN. En janvier 1983, l'UICN s'est associée à l'Académie royale suédoise des sciences pour produire *Ambio*, revue internationale de l'environnement publiée six fois par an, en anglais depuis plus de dix ans par l'Académie de Stockholm. *Ambio* se consacre aux domaines généraux de l'environnement, de l'énergie et du développement et fait appel à 60 correspondants spécialisés, dans le monde entier. L'UICN participera à la promotion d'*Ambio* comme publication jointe et la revue sera proposée aux membres de l'UICN à prix spécial. Le bureau de rédaction d'*Ambio* sera élargi pour accueillir des représentants nommés par l'UICN et approuvés par l'Académie royale suédoise des sciences. Les experts de l'UICN apporteront leur concours à *Ambio* en tant que conseillers, auteurs et juges pour les articles scientifiques. *Ambio* est proposé aux membres de l'UICN au tarif spécial de 18 dollars pour les particuliers et 50 dollars pour les Institutions. Pour tout renseignement, contacter: L'éditeur d'*Ambio*, Royal Swedish Academy of Sciences, KVA Box 50005, S-104 05 Stockholm, Suède.

Message du Vatican sur la conservation. Le *Bulletin* de l'UICN publie fréquemment des messages sur la conservation émanant de personnalités. Sa Sainteté Jean-Paul II a transmis le message suivant au Secrétariat de l'UICN:

«L'exploitation de la Terre, notre planète, demande une planification judicieuse et honnête. Cependant, l'exploitation de la Terre, non seulement à des fins industrielles mais aussi militaires et le développement incontrôlé de la technologie hors du cadre d'un plan humanitaire authentique et ambitieux est souvent une menace pour l'environnement naturel de l'homme, l'aliène dans ses rapports avec la nature et l'exclue de la nature. Parfois l'homme ne semble voir dans son environnement naturel que ce qui sert à sa consommation et à son usage immédiats. Et cependant c'était la volonté du Créateur que l'homme communique avec la nature comme un «maître» et «gardien» intelligent et noble et non comme un «exploiteur» et «destructeur» inconscient (Encyclique *Redemptor Hominis*, 15).

Nouvelles adhésions à la Convention du Patrimoine mondial. Trois nouveaux Etats ont adhéré à la Convention du Patrimoine mondial - le Saint-Siège, le Belize et le Zimbabwe - ce qui porte à 69 le nombre total des membres. Bien qu'elle soit encore relativement peu propagée en Asie du Sud-Est, la Convention voit augmenter le nombre de ses membres car elle affirme son rôle au nombre des instruments normatifs internationaux importants dans le domaine de la conservation. L'adhésion du Zimbabwe signifie que des aires naturelles importantes vont pouvoir être protégées par le Patrimoine mondial: le Parc national de Mana Pools (220 000 hectares), la région la plus importante du Zimbabwe pour les grands mammifères, les chutes Victoria et les gorges du Zambèze (partagées avec la Zambie).

KENTON MILLER EST ÉLU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UICN

En vertu de la procédure arrêtée par le Conseil de l'UICN, M. Kenton Miller a été élu Directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN). Il prendra ses fonctions au siège de l'UICN en juillet 1983.

M. Kenton Miller, âgé de 43 ans, est directeur du *Centre for Strategic Wildlands Management Studies* et professeur associé pour les ressources naturelles à l'université du Michigan. A l'UICN, il est président de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées, membre de la Commission de la sauvegarde des espèces et du Groupe consultatif de la planification du programme.

M. Miller a une expérience de 20 années au service de la conservation. Il a travaillé pour plusieurs organismes internationaux, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): à Rome, il était responsable pour les parcs nationaux et la gestion des ressources naturelles; à Santiago du Chili, il a mis sur pied et dirigé le Programme de la FAO sur «la gestion des zones primitives et la conservation de l'environnement», pour l'Amérique latine et les Antilles. Il a mené à bien missions et travaux de consultation pour la FAO, l'Unesco, le PNUE, dans le monde entier. Il a été consultant auprès du PNUE pour la préparation de la Charte mondiale de la nature et auprès de la Banque mondiale pour sa politique de l'environnement. M. Miller était le Secrétaire général du Congrès mondial des parcs nationaux qui, en octobre 1982 a réuni à Bali, Indonésie, plus de 500 experts de 70 nations dans le but de définir le rôle des aires protégées dans la mise en oeuvre des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation.

M. Miller a travaillé sur le terrain, en Amérique latine et aux Antilles, en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont un manuel sur les concepts et méthodes de gestion des zones primitives.

Le nouveau Directeur général de l'UICN est diplômé en économie et gestion des ressources naturelles de l'Université des sciences de l'environnement et de la foresterie de Syracuse (Etat de New York); il s'est spécialisé dans les forêts tropicales. Il a participé à plusieurs expéditions scientifiques dont une vers la haute Amazonie (1959-1960) et une autre au Venezuela (1962) afin de préparer un plan de gestion pour le Parc national de Canaima, région alors inexploérée. M. Miller parle couramment l'espagnol, a son brevet de pilote et une licence de plongée.

J'ai le plaisir de connaître Kenton Miller depuis de nombreuses années et j'ai pu me rendre compte de son excellent travail en tant que président de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées. En cette qualité, il a conduit l'UICN - par son travail au sein de la Commission - vers de nouveaux sommets dans cette branche capi-

tale de la conservation. Directeur général, j'ai la certitude qu'il fera de même pour l'UICN dans son ensemble. Il est de notre devoir de lui fournir aide et assistance dans cette tâche vitale.

M. Miller a quant à lui déclaré: «Année après année, j'ai été profondément impressionné par plusieurs caractéristiques uniques de l'UICN. La composition équilibrée de membres gouvernementaux et non gouvernementaux permet de porter des préoccupations de base devant les plus hautes instances de décision. Les commissions apportent les mécanismes de promotion et d'intégration des connaissances et des talents d'experts en de nombreux domaines. Les divers Centres fournissent des services utiles aux membres. Le Secrétariat, réduit mais enthousiaste fait fonctionner l'Union avec une efficacité remarquable, un profond dévouement envers la cause et un intérêt véritable pour l'homme.



Kenton Miller

Crédit P. Wachtel/WWF

Le plus étonnant peut-être est la manière dont l'UICN rassemble des gens de tous horizons sociaux, culturels, économiques, philosophiques et politiques.

Le Congrès mondial des parcs nationaux réuni à Bali, en octobre dernier a montré ces caractéristiques uniques à l'oeuvre. Préparé et organisé par les membres et les commissions, il a étudié des problèmes épineux relatifs au rôle de la gestion des aires protégées dans le développement économique et social durable. La communauté internationale a fait preuve de courage en confrontant expériences et points de vue différents - suscitant parfois des controverses - et en forgeant une déclaration politique et un plan d'action communs.

Il faut maintenant unir nos énergies intellectuelles et spirituelles, mettre à contribution les caractéristiques uniques de l'UICN et nous préparer pour les défis nombreux des décennies futures. Nous aurons besoin d'idées, de conceptions et d'alliances nouvelles. Je suis à la fois ravi et intimidé à

l'idée de servir cette noble cause et je remercie vivement mon prédécesseur, M. Lee M. Talbot, son équipe et ses collaborateurs qui nous lèguent une organisation saine, forte et cohérente d'où nous lancerons la phase suivante.

Il prend la succession de M. Lee M. Talbot qui a consacré à l'UICN deux années et demi de travail dévoué autant qu'exceptionnel. M. Talbot a conduit l'Union dans une période particulièrement difficile de croissance rapide, en temps de crise financière et de restrictions budgétaires indispensables. Il a été le promoteur infatigable de nouveaux champs d'activités et d'accords de financement en coopération, en particulier avec les Etats membres, augmentant la capacité gestionnaire de l'UICN et dirigeant l'aide vers les projets de conservation concernant les pays en développement. En conséquence, le budget du programme dépasse aujourd'hui de 25 pourcent les budgets les plus élevés de l'histoire de l'UICN et repose sur une base financière solide qui permettra à l'Union de se tourner vers l'avenir avec confiance.

M. Talbot a déclaré: «en quittant mon poste, je suis heureux de souhaiter la bienvenue et de présenter mes meilleurs voeux à mon successeur et ami de longue date, Kenton Miller. Je sais qu'il appréciera comme moi les relations de travail chaleureuses et positives qui règnent entre l'UICN, ses membres et tous ceux qui forment les composantes du réseau mondial de l'UICN.

L'UICN est une organisation unique, regroupant les intérêts et les talents scientifiques ou profanes, au niveau gouvernemental ou non gouvernemental, qui s'expriment dans le domaine de la conservation, à travers le monde. A mon sens, atteindre les objectifs de cette organisation tels qu'ils apparaissent dans la Stratégie mondiale de la conservation est actuellement le plus grand défi de l'humanité. De notre réussite ou de notre échec en la matière dépendra notre prospérité et, à terme, notre survie.

J'ai eu le privilège mais aussi le devoir de servir l'UICN d'une manière ou d'une autre pendant près de trente ans et ce fut un grand honneur pour moi de devenir son Directeur général. Parmi les plus grandes récompenses que j'ai retirées de ces longues années - outre la prise de conscience de l'importance de l'oeuvre entreprise - je place les nombreuses amitiés nouées dans le monde entier et que je m'efforcerai de consolider. Je saisis cette occasion pour remercier de tout coeur tous ceux qui, membres du personnel, du Conseil, de l'Union ou du système de l'UICN ont permis, par leur loyauté, leur dévouement et leur appui de renforcer l'Union et de la rendre plus efficace; j'ai, envers eux, une dette personnelle.

Le *Bulletin* souhaite la bienvenue au nouveau Directeur général et transmet à M. Lee Talbot les meilleurs voeux de ceux qui ont eu le privilège de travailler avec lui. □

CEE: DÉCISION SUR LES IMPORTATIONS DES PRODUITS DU PHOQUE

Dans l'attente du vote qui aura lieu en mars sur la question, les ministres de l'Environnement des dix pays de la Communauté économique européenne ont adopté, le 18 décembre 1982, une résolution qui, si elle reflète leur sentiment à cet égard, n'a pas éliminé en réalité les importations canadiennes de produits du bébé phoque. La résolution de Bruxelles demandait instamment aux Dix de «prendre toute mesure utile pour empêcher l'importation» de produits du bébé phoque sur leurs territoires respectifs. Si toutes les nations agissent en conséquence, l'interdiction portera un coup sévère à l'économie du Canada. En 1981, 186 000 jeunes phoques du Groënland et 15 000 phoques à capuchon ont été massacrés au Canada. Environ les trois quart - valant de 1,6 à 2,4 millions de dollars - ont été exportés vers l'Europe. Une étude scientifique conjointe a été organisée par la CEE et le Canada pour examiner l'état des phoques à capuchon et du Groënland et déterminer s'ils sont ou non menacés par un prélèvement annuel. Les conclusions de l'étude seront publiées en mars 1983. Le *Bulletin* présente la position de l'UICN vis-à-vis des phoques à capuchon et du Groënland.

PHOQUES À CAPUCHON ET DU GROËNLAND: POSITION DE L'UICN

Le 3 décembre 1982, l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources a demandé que soient fortement abaissés les quotas de capture voire même que cesse «la chasse canadienne annuelle au phoque à capuchon», vu les incertitudes entourant actuellement l'état des populations.

L'Union a publié une Déclaration sur le phoque du Groënland et le phoque à capuchon. Elle stipule que les quotas de phoques du Groënland devraient être plus conservateurs jusqu'à ce que l'état et les tendances des populations puissent être fermement établis. Cette déclaration fait suite à la déclaration de l'Union, de février 1982, sur la chasse canadienne et examine les résultats d'une enquête récente sur l'état des populations de phoques à capuchon et de phoques du Groënland, conduite par un groupe de travail ad hoc du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM).

L'UICN estime que la réduction de 20% du quota de capture proposée par le gouvernement canadien pour les phoques à capuchon est insuffisante au regard des recommandations de l'UICN et de notre manque de connaissance des populations de phoques à capuchon, confirmé par l'enquête du CIEM.

En février 1982 a été diffusée une Déclaration de l'UICN sur la chasse au phoque canadienne de 1982. En raison de la controverse suscitée par cette question, la Déclaration de février examinait en détail les raisons sur lesquelles reposait la position de l'UICN. Elle tenait compte de l'opinion de ceux qui pensent que rien ne devrait autoriser à tuer les phoques mais expliquait que la position de l'UICN s'accordait avec la Stratégie mondiale de la conservation, reconnaissant que l'exploitation des espèces, à condition d'être durable, est compatible avec leur conservation. La Déclaration faisait en outre état, comme conditions à l'exploitation, de méthodes de chasse sans cruauté, de l'utilisation sans gaspillage et de la collecte de données visant à garantir que la capture se fait sur un mode durable. Elle soulignait que deux espèces étaient en jeu et que la situation des phoques du Groënland était foncièrement différente de celle des phoques à capuchon.

La Déclaration reconnaissait que les principes de gestion, les estimations de l'état des populations et les données sur lesquelles elles se fondaient étaient l'objet d'un débat scientifique permanent. A propos des nouvelles estimations optimistes de l'état des phoques du Groënland, dérivées de données récentes, l'UICN annonçait qu'elle attendait les résultats d'une étude scientifique approfondie avant de se prononcer.

Depuis, une étude scientifique de ces estimations, entre autres, a été faite par un groupe de travail *ad hoc* du CIEM, le Conseil international pour l'exploration de la mer. (Le CIEM est une organisation multinationale établie de longue date qui fournit des avis scientifiques sur les questions marines à ses 18 gouvernements membres). Le groupe qui se compose de 18 scientifiques de sept pays différents s'est réuni à Copenhague du 4 au 7 octobre 1982. Depuis, il a publié ses résultats en fonction desquels l'UICN a réexaminé sa position. Les nouvelles conclusions sont décrites ci-après, les deux espèces étant traitées séparément.

Phoques du Groënland

La Déclaration de février admettait provisoirement que les estimations de populations et les quotas de capture des phoques du Groënland assuraient une marge de sécurité suffisante pour garantir que l'espèce n'était pas menacée, même si un certain nombre de questions connexes restaient en suspens.

L'étude publiée par le CIEM ne donne ni nouvelle évaluation des populations, ni nouvelles données de terrain et n'émet pas de conclusion spectaculaire. En revanche, elle se consacre au sérieux des estimations, renforçant du même coup l'inquiétude de l'UICN vis-à-vis des incertitudes en jeu. L'UICN souhaite à son tour rappeler les actions qu'elle estime nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation, eu égard aux incertitudes planant sur l'état des populations.

Malheureusement, les objectifs de gestion concernant les phoques du Groënland n'ont été annoncés qu'en termes très généraux. Il semble que l'intention soit de con-

trôler l'exploitation afin de permettre à la population de se reconstituer et de retrouver des effectifs abondants pour devenir éventuellement plus productive qu'avant et avoir un rendement durable plus élevé. En fixant les quotas, on décide directement du sort de la reconstitution souhaitée des populations: sera-t-elle probable ou seulement possible, rapide ou lente, aura-t-elle tout simplement lieu? Dans un plan de gestion approprié, il faut définir les objectifs avec plus de précision, en particulier en ce qui concerne les taux de reconstitution.

Rien dans l'étude du CIEM ne laisse entendre que les mesures de gestion présentes et passées permettront d'atteindre les objectifs fixés et le groupe de travail n'a pas réussi à calculer des estimations de rendements durables à long terme. S'il semble improbable que des changements radicaux soient intervenus dans les stocks ces dernières années, aucune des données disponibles n'exclut la possibilité d'un déclin comme d'une augmentation des effectifs. Devant cette situation, l'UICN a la conviction qu'il faudrait se fonder sur des estimations délibérément pessimistes et adopter de grandes marges de sécurité pour compenser les incertitudes. Cette mesure ferait augmenter la probabilité d'une reconstitution plus rapide conduisant à des effectifs ayant une productivité supérieure. En conséquence, l'UICN estime que les quotas de capture des phoques du Groënland devraient être fixés à des niveaux plus conservateurs que jamais, jusqu'à ce que l'état et les tendances des populations aient été plus fermement établis.

Phoques à capuchon

La Déclaration de l'UICN de février reconnaissait la situation exceptionnelle et le degré d'incertitude d'autant plus grand qui entourait l'état des populations de phoques à capuchon et recommandait d'accroître la protection par des «quotas fortement réduits, voire même la cessation de la chasse».

Le groupe du CIEM a conclu qu'aucune estimation sûre ne pouvait être déduite de l'analyse des données disponibles sur les populations de phoques à capuchon. L'UICN réaffirme donc la position prise plus haut et ajoute que la réduction de 20% du quota de capture des phoques à capuchon proposée par le gouvernement canadien est insuffisante au regard des recommandations de l'UICN et de la gravité de la situation qui ressort des conclusions du CIEM.

Conclusion

Les travaux du CIEM ont confirmé qu'il existe de grandes incertitudes quant aux décisions de gestion concernant les phoques du Groënland et que notre manque de connaissance des phoques à capuchon est critique. La recherche et la surveillance continues et accrues préconisées par le CIEM devraient être mises en oeuvre et les objectifs mieux définis dans le cadre des plans de gestion. □

NOUVELLES INTERNES

RETOUR DE MADAGASCAR

Ursula Hiltbrunner, membre du Secrétariat de l'UICN revient de Madagascar et a préparé ce rapport pour le Bulletin.

Madagascar, île de beauté, souffre bien des maux dont le moindre n'est pas la pénurie de biens de toute sorte: produits alimentaires (sucre, beurre, huile et riz), savon, médicaments et pièces détachées. Le pays était un grand exportateur de riz, de vanille, de clous de girofle, etc. mais les exportations sont aujourd'hui en forte régression et Madagascar importe plus de la moitié du riz consommé. Les queues qui se forment dans les rues pour obtenir des rations de riz font désormais partie du quotidien. Et cependant, l'île ne manque pas d'atouts dans le domaine de l'agriculture, si l'on considère tant le climat que la grande diversité des sols.

Le tavy, mot malgache désignant la technique de culture sur brûlis est probablement à l'origine d'un des problèmes les plus aigus de l'environnement et la destruction des forêts est sans doute plus grave à Madagascar que n'importe où ailleurs. Il s'agit d'une pratique séculaire selon laquelle les agriculteurs brûlent des forêts entières sans même utiliser le bois. L'espace ainsi défriché devient terre agricole ou pâturage. Des régions entières de forêts primitives sont détruites avant que les experts aient pu déterminer la valeur des arbres ou tenter d'étudier l'intérêt médicinal des plantes. Déjà, le sud de l'île se transforme en désert: collines dénudées, aux flancs lacérés par l'érosion profonde.

Le gouvernement s'efforce par tous les moyens d'enrayer la pratique dévastatrice du brûlis mais éprouve des difficultés à faire appliquer les lois en vigueur par manque de personnel, de moyens de communication et en raison de contraintes budgétaires. Dans plusieurs régions de l'île sont néanmoins en cours des plans de reboisement - initiative certes positive mais qui demande à être renforcée vu le grand nombre d'arbres détruits chaque jour.

Depuis longtemps, Madagascar attire les naturalistes grâce à sa faune et à sa flore uniques. Plus de 80 pourcent de la flore est endémique et 90 pourcent de tous les lémuriens vivent dans l'île.

En 1979, l'UICN et le WWF ont entamé un programme d'envergure en nommant un représentant permanent du WWF, M. Barthélémi Vaohita, citoyen de Madagascar et professeur de secondaire. Il est tout particulièrement actif dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation du public, ce dont l'île a actuellement le plus grand besoin. L'UICN et le WWF participent à un grand nombre de projets sur le terrain visant surtout à renforcer le réseau des parcs nationaux et des aires protégées pour sauvegarder les lémurs, célèbres primates de Madagascar. Fin 1981, environ 200 000 dollars avaient été dépensés. L'île ayant été sélectionnée dans le cadre du programme UICN/WWF pour les forêts tropicales, une somme supplémentaire de 120 000 dollars a été allouée pour 1983. En outre, il a été sug-



Un lémur à Madagascar Crédit P. Virolle

géré que le Centre de la conservation pour le développement/UICN discute avec les autorités malgaches de la préparation d'une stratégie nationale de conservation (voir p. 14).

On espère que ces efforts renforceront la politique de planification environnementale et seront bénéfiques tant à l'environnement qu'à l'économie nationale.

Pendant mon séjour à Madagascar, j'ai eu le plaisir d'être invitée à la très impressionnante cérémonie d'inauguration d'une

exposition due à l'initiative de M. Vaohita et à laquelle assistaient plusieurs ambassadeurs et des personnalités du gouvernement. L'exposition était intitulée «La conservation pour le développement» et venait compléter à la fois le dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm célébré par le PNUE et le lancement de la campagne pour les forêts tropicales par l'UICN et le WWF. M. Vaohita a inauguré l'exposition en déclarant: «Il est dans l'intérêt de Madagascar d'utiliser ses ressources de manière durable en sachant que les ressources vivantes, utilisées judicieusement, peuvent contribuer au développement économique d'un pays. Nous devons tous comprendre qu'il n'est plus possible de choisir entre l'homme et l'environnement naturel car l'homme ne peut survivre sans son environnement naturel». Le clou de la cérémonie fut un programme audio-visuel préparé sur le plan local avec l'aide d'Air Madagascar. Les forces de police elles-mêmes ont fourni plusieurs affiches bien conçues mettant en garde contre les conséquences du braconnage et l'armée a pris part à l'organisation de l'exposition.

J'ai quitté Madagascar avec des sentiments partagés mais non sans espoir car il y a, sur place, des gens qui ont la volonté de sauver ce qu'il reste de leur patrimoine naturel et qui ont déjà entrepris de le faire.

L'UICN ET LE WWF EN FAVEUR DE MODIFICATIONS DE L'ACCORD DE L'ONU SUR LES BOIS TROPICAUX

Paul Spencer Wachtel

L'industrie mondiale des bois tropicaux dont le chiffre d'affaires s'élève à quelque 8 milliards de dollars pourrait bientôt s'orienter vers la conservation, suite à une intervention diplomatique récente de l'UICN/WWF.

Cette initiative suggère des modifications de l'accord portant sur l'Organisation internationale des bois tropicaux dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) prépare la création. Une séance plénière finale se réunira à Genève du 14 au 31 mars.

Dans une lettre à toutes les nations membres de l'ONU, Peter Sand, Directeur général par intérim de l'UICN remarquait: «L'UICN est préoccupée par les retombées possibles d'un tel accord sur la conservation des forêts tropicales humides» et suggérerait une série de propositions à prendre en compte dans les négociations de la Conférence de la CNUCED.

L'UICN argumente qu'il importe de considérer la conservation et l'utilisation durable dans l'examen «des programmes élargis de reboisement et de gestion des forêts», un des quatre objectifs de l'accord. Les trois autres sont: promotion de la recherche-développement, amélioration de l'information commerciale et accroissement et inten-

sification des activités de transformation dans les pays producteurs en développement.

«Il s'agit du premier accord de CNUCED concernant un produit de base exploité surtout à l'état sauvage» notait Peter Sand. «Ce cas est rendu unique par le fait que les moyens de garantir un approvisionnement stable et durable n'ont pas encore été mis au point».

La recommandation stipule: «le commerce des bois tropicaux ne doit être encouragé que dans le cas où des efforts concomitants seraient orientés vers la recherche et où l'accent serait mis sur la production durable des bois d'oeuvre tropicaux, c'est-à-dire non plus sur l'extraction de bois des forêts sauvages mais sur l'exploitation de forêts gérées, dès que possible, pour le bois d'oeuvre et autres biens et services».

Plusieurs délégations importantes représentant des «consommateurs» ou des «producteurs» ont réagi favorablement à l'initiative de l'UICN. Les rapports préliminaires indiquent que la recommandation relative à un passage de l'exploitation pure et simple à l'utilisation durable pourrait être adoptée.

Paul Spencer Wachtel est coordonnateur des Affaires publiques du WWF-International, Gland, Suisse.

NOUVELLES INTERNES

LE RHINOCÉROS: PROBLÈMES ET AVENIR

Dans une interview accordée au Bulletin, Esmond Bradley Martin, auteur de Run Rhino Run traite des problèmes rencontrés par le rhinocéros et de certaines des solutions envisageables. M. Bradley Martin a signé un contrat avec l'UICN/WWF pour approfondir les études sur les tendances du commerce de la corne de rhinocéros en Asie.

Q. Quel est l'état du rhinocéros en Afrique, aujourd'hui?

R. En Afrique, Ce n'est pas très clair. Parfois les rhinocéros sont très bien gérés comme au Malawi, au Swaziland et au Cameroun. Dans d'autres pays, la gestion laisse fortement à désirer. Beaucoup de populations sont exterminées rapidement. Il n'y en a peut-être plus au Tchad et en Ouganda. En Somalie ils sont soumis à une épreuve et on m'a dit que le braconnage est intensif en Angola. Environ 10% des rhinocéros du désert ont été tués en 1981.

Q. Pouvez-vous citer des pays où le braconnage a été effectivement enrayé?

R. J'étais au Népal en janvier 1982. Le Parc national de Chitwan a la volonté de protéger les rhinocéros. Cinq cent militaires servent comme gardiens du parc et aucun animal n'a été tué depuis 1976.

Q. Que peut-on faire pour améliorer la lutte contre le braconnage?

R. Premièrement, il faut davantage de personnel de terrain. Ensuite, il faut clôturer afin de mieux protéger les animaux. En Afrique de l'Est, les seules populations à l'abri se trouvent dans les zones privées et clôturées.

Q. Les clôtures empêchent-elles réellement les braconniers de passer?

R. Non, pas en elles-mêmes. Une clôture électrique est dissuasive. La zone longeant la clôture est dégagée de manière que l'on puisse repérer aisément des brèches dans le grillage ou des empreintes de pas. Si quelqu'un coupe la clôture pour entrer, il sortira aussi par là ce qui restreint ses possibilités.

Q. Que pensez-vous de l'élevage de rhinocéros en captivité?

R. Le rhinocéros blanc et le rhinocéros indien se reproduisent assez bien en captivité. Dans des conditions optimales, leur taux de reproduction s'élève à 10%, ce qui est excellent. En revanche, le rhinocéros noir ne se reproduit bien ni en captivité, ni en liberté.

Q. Le commerce des produits du rhinocéros est très lucratif. Des gouvernements sont-ils impliqués?

R. C'est plus fréquent avec l'ivoire qu'avec la corne de rhinocéros parce que dans la plupart des pays d'Afrique, la vente de la corne est illégale. La corruption intervient dans le processus d'exportation. Si l'on coupe l'ivoire en petits morceaux, on en réduit généralement la valeur; si l'on

coupe la corne, ce n'est pas le cas. En outre, il est plus facile de tuer un rhinocéros et, comme on peut couper la corne en petits fragments, il est plus facile de l'exporter en contrebande. Beaucoup de gens sont même incapables d'identifier la corne.

Q. A quoi sert la corne de rhinocéros?

R. Depuis 1979 je suis consultant de l'UICN et du WWF à ce sujet. Environ 40% des cornes de rhinocéros vont aujourd'hui, au Yémen du Nord où elle servent à fabriquer des manches de dagues (le gouvernement du Yémen vient de décréter une interdiction totale des importations de cornes de rhinocéros africains menacés). Le reste part pour l'Asie de l'Est où la corne entre dans les préparations pharmaceutiques (environ 95% servent d'antipyrétique).

Q. Y a-t-il eu des études sur l'efficacité thérapeutique de la corne?

R. A mon avis les études pèchent par insuffisance. On n'a pas étudié les raisons exactes pour lesquelles les Chinois, les Japonais et les Coréens s'en servent. Les études restent également superficielles. Je pense qu'un des moyens de protéger le rhinocéros en Afrique et en Asie consiste à faire baisser la demande.

Q. Comment s'y prendre?

R. Ce qu'il faut, c'est se tourner vers les principaux pays consommateurs - le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, la Malaisie, l'Indonésie et Singapour - et encourager les importateurs, les négociants, les grossistes, les médecins et les pharmaciens à ne plus utiliser la corne. Le nombre d'importateurs est, en réalité, très limité (au Japon, seules cinq ou six grandes sociétés sont concernées). Les grossistes ne sont pas nombreux non plus mais les détaillants, eux, se comptent par milliers. En Asie, les malades vont chez le médecin traditionnel qui prescrit la corne de rhinocéros. Il faut donc contacter les associations de médecins et leur expliquer pourquoi il ne faut plus prescrire la corne en leur suggérant d'utiliser un produit de substitution - également animal - pour faire baisser la fièvre. Cet animal est le saiga, antilope de taille moyenne, exploitée commercialement en Ukraine (URSS).

Q. Le problème ne vient-il pas en partie des consommateurs eux-mêmes? acceptent-ils le produit de substitution?

R. Le malade dépend du médecin. Si celui-ci dit: «bien sûr, la corne de rhinocéros est importante mais celle du saiga l'est également et elle est bien moins chère» l'idée fera son chemin. Certains proposent d'inonder le marché de cornes artificielles ou de prétendre que la corne de rhinocéros est cancérigène ou rend impotent. Ce n'est pas réaliste car ni les grossistes, ni les détaillants ne toucheront aux cornes factices. Des centaines de biens différents leur passent entre les mains et il serait contre productif d'essayer de les tromper. Cela finirait par se savoir et la communauté internationale de la conservation y laisserait sa réputation.

Prétendre en outre que la corne est dangereuse pour la santé n'est pas non plus convaincant: on peut faire des tests prouvant le contraire. Il faut savoir que si les négociants d'ivoire ne traitent que ce seul produit, les négociants de corne traitent des centaines d'autres produits. Si on leur demande de cesser le commerce de la corne de rhinocéros ils ne perdront presque rien tandis que si on demande au négociant d'ivoire de cesser ce commerce, il restera sans ressources. C'est un point capital. Quant à l'utilisation de la corne pour son effet aphrodisiaque, c'est un mythe occidental entretenu depuis plus d'un siècle. A ma connaissance, le seul endroit où la corne a été ou est utilisée à cet effet est l'Inde occidentale. J'ai travaillé dans presque tous les pays d'Asie à l'exception de la Chine et la corne n'est considérée comme un aphrodisiaque dans aucun de ces pays.

Q. Quels autres produits du rhinocéros sont utilisés?

R. En Asie, le rhinocéros est utilisé presque entièrement. Au Népal, par exemple, chaque partie est exploitée (la peau, les pieds quand on peut les obtenir, etc.), même si l'animal est mort depuis trois ou quatre semaines. En Afrique, la seule raison de tuer les rhinocéros est le commerce d'exportation de la corne vers l'Asie. Dans l'ensemble, les Africains aujourd'hui ne mangent pas de rhinocéros et n'ont pas non plus le temps de récupérer la peau. □

DE SUÈDE...

Le gouvernement suédois a annoncé l'octroi d'une contribution volontaire spéciale de 482 900 dollars afin de financer pendant trois ans un poste de responsable pour les forêts tropicales, au sein du Secrétariat de l'UICN. Il s'agira d'assurer une coordination et une mise en oeuvre efficace du programme UICN/WWF pour les forêts tropicales. L'accent sera mis sur les projets concernant des pays en développement choisis. Le poste a été mis au concours.

...ET DE FINLANDE

A l'occasion d'une collecte d'anniversaire, l'Association finnoise pour la protection de la nature a également fait une contribution volontaire au programme pour les forêts tropicales. La plupart des dons proviennent de personnes qui ont donné une journée de salaire pour la cause de la conservation.

NOMINATION AU CCD

L'UICN a le plaisir d'annoncer que Mark Halle, responsable de la conservation au WWF-International, Gland, Suisse, a été nommé Directeur adjoint du Centre de l'UICN de la conservation pour le développement. En poste dès le 1er mars 1983, Mark Halle prendra largement part à la réalisation des objectifs du CCD.

NOUVELLES INTERNES

ÉLÉPHANTS ET RHINOCÉROS EN AFRIQUE

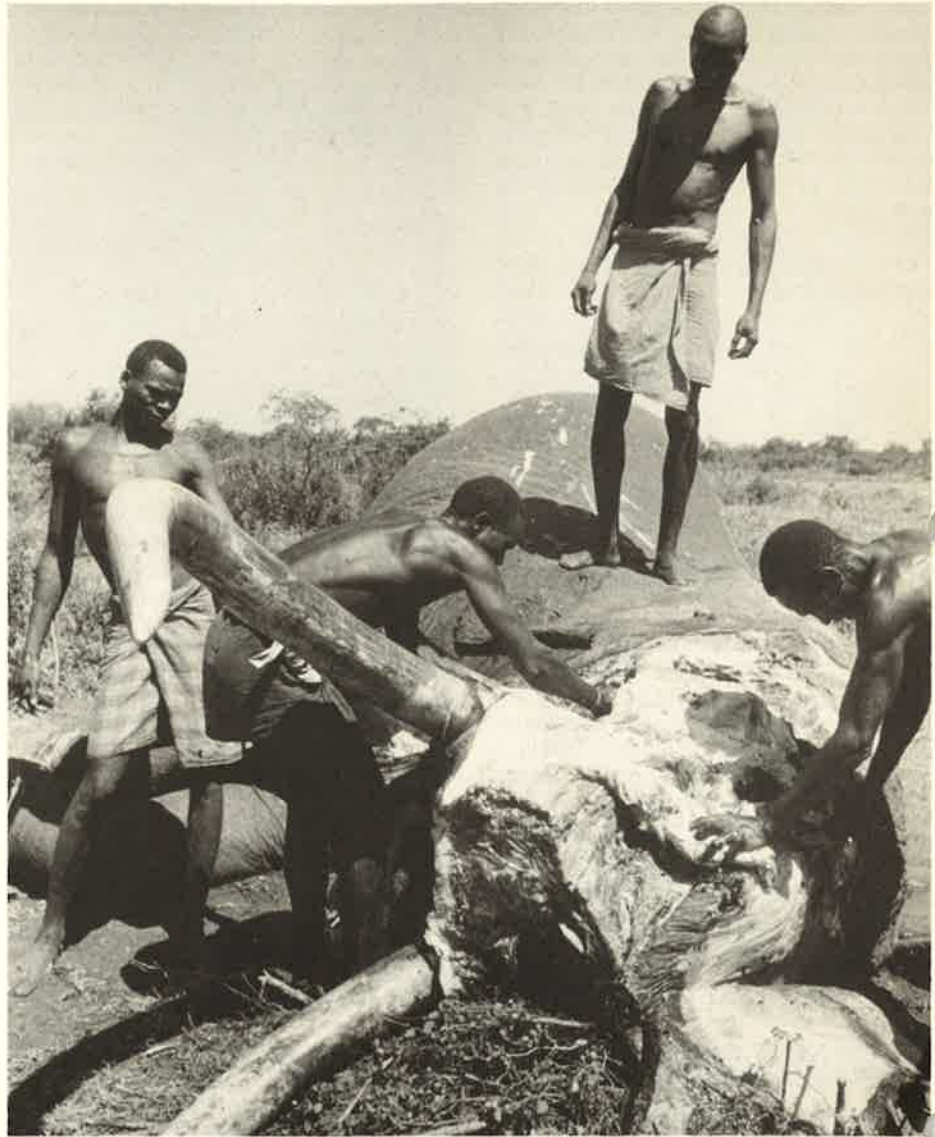
Rares sont ceux qui associent éléphants et rhinocéros à l'instabilité économique mondiale et aux prix du pétrole. Ce sont - à première vue - des pôles opposés: des animaux vivant paisiblement dans un environnement défiant le temps et des hommes aux prises avec les problèmes d'une civilisation en évolution rapide. Mais, la détérioration de l'état des éléphants et des rhinocéros est étroitement liée à nos préoccupations économiques. Peter Jackson explique.

Lorsque la crise économique explosa, dans les années 70, l'ivoire retrouva soudain son rôle traditionnel de moyen de thésaurisation ou de transfert des richesses, après un demi-siècle de stagnation des cours. Une vague de braconnage s'abattit alors sur l'Afrique de l'Est et se propagea partout où il y avait des éléphants.

A la même époque, l'augmentation des revenus du pétrole provoqua l'essor des économies des pays arabes. Des Yéménites du Nord, attirés par des salaires inespérés, émigrèrent vers les États du Golfe. Rentrés chez eux, ils avaient désormais les moyens de s'offrir le symbole de statut social convoité: la dague au manche gravé en corne de rhinocéros. La demande accrue fit gonfler les prix de la corne au Yémen mais aussi sur les marchés d'Asie où elle sert de médicament. Il en résulta un massacre gigantesque des rhinocéros d'Afrique. Dans les années 70, 90 pourcent des rhinocéros du Kenya ont succombé au braconnage et le tribut s'est alourdi partout ailleurs, à mesure que les braconniers étendaient leurs activités. Aujourd'hui, il reste moins de 700 rhinocéros blancs du nord confinés au sud du Soudan et dans le Parc national de Garamba, au Zaïre. Les rhinocéros noirs ont disparu de nombreuses régions où ils abondaient mais il en reste 10 000 à 15 000, répartis entre dix-huit pays et on pense, à juste titre, que cette espèce peut être sauvée si l'on parvient à freiner la demande de cornes.

Lors d'une enquête lancée en 1976 par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, avec l'appui de la New York Zoological Society, du World Wildlife Fund et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le lien entre les questions économiques et le sort des éléphants et des rhinocéros est apparu clairement. Les spécialistes de la conservation alarmés par l'ampleur prise soudain par le braconnage pour l'ivoire craignaient que l'espèce ne soit conduite à l'extinction. Nul ne savait combien il restait d'éléphants en Afrique mais le chiffre de 300 000 était généralement avancé. On ignorait également tout de leur répartition et des conséquences de l'empiètement de l'homme sur leur habitat.

Le groupe de spécialistes des éléphants d'Afrique de la Commission de la sauvegarde des espèces/UICN a constitué un réseau d'informateurs qui ont dressé un tableau général de la situation. Il en ressort qu'il y a au moins 1 100 000 éléphants en



Le braconnage est une menace grave partout où il y a des éléphants. Et les effectifs d'aujourd'hui ne sont pas une garantie contre une extinction future. Crédit UICN

Afrique, répartis entre trente-quatre pays. De l'avis de certains experts, il se pourrait qu'il y en ait 3 000 000 de plus dans les forêts denses équatoriales mais il a été, à ce jour, impossible de les recenser. Selon un rapport d'étude, le Zaïre aurait la population la plus nombreuse, estimée à près de 400 000 têtes; ce pays possède les plus vastes ensembles de forêts où l'on présume que vivent des éléphants. On estime qu'il y a plus de 200 000 éléphants en Tanzanie, environ 160 000 en Zambie et plus de 130 000 au Soudan. Il y a d'importantes populations au Kenya (65 000), au Zimbabwe (47 000) et au Botswana (20 000). Le Mozambique, la République centrafricaine et la Somalie ont semble-t-il aussi des populations non négligeables mais on ne dispose d'aucune estimation fiable à leur sujet. L'Afrique de l'Ouest est la région la plus menacée car la plupart des 17 000 éléphants estimés, sont dispersés en petits groupes isolés dans des forêts qui disparaissent rapidement sous la pression de l'agriculture et

de l'exploitation forestière. Les seules populations stables ou en augmentation sont au Zimbabwe, en Namibie, en Afrique du Sud, au Malawi et au Nigéria.

Parallèlement, une étude approfondie du commerce international de l'ivoire a été conduite. Elle a mis en lumière les liens existants entre les prix de l'ivoire et les problèmes économiques internationaux montrant que l'ivoire, comme l'or, servait de protection contre la dépréciation des monnaies et comme moyen de transfert des richesses, se jouant du contrôle des changes.

Au cours de l'étude sur les éléphants, le sort du rhinocéros s'est fait jour. Une enquête distincte a été entreprise par le groupe de spécialistes des rhinocéros africains de la Commission de la sauvegarde des espèces. Des études du commerce international de la corne et des autres produits du rhinocéros ont expliqué la flambée étonnante du prix de la corne (plus de 2 000 pourcent entre 1970 et 1979). On estime que

NOUVELLES INTERNES

cela a entraîné la mort de quelque 2 600 rhinocéros par an entre 1972 et 1978. La croyance répandue en occident, selon laquelle les Asiatiques se servent de la corne comme d'un aphrodisiaque s'est révélée erronée. La corne sert surtout d'antipyrétique. Il est vrai qu'elle sert d'aphrodisiaque dans certaines régions de l'Inde et que la publicité faite par les spécialistes de la conservation peut avoir tenté des gens ailleurs dans le monde. Pour quelle autre raison un «Health Club» de Genève aurait-il essayé d'importer 50 cornes (confisquées par la douane) en 1976?

Le seul moyen de sauver le rhinocéros consiste à transférer la demande vers un produit de substitution. Les Yéménites pourraient utiliser d'autres cornes (buffle ou antilope) pour faire leurs manches de dagues. D'ailleurs, le gouvernement de la République arabe du Yémen a récemment satisfait aux pressions des organismes de conservation et prohibé l'importation de cornes de rhinocéros. C'est un immense pas en avant mais la contrebande est relativement facile entre l'Afrique et le Yémen et risque de se poursuivre, à moins que la demande de cornes ne cesse.

Quant à la valeur médicale de la corne, les scientifiques contestent tout effet autre que psychologique. Cependant, la conviction de son efficacité est fortement ancrée chez les usagers de la médecine traditionnelle chinoise. Il faut donc les convaincre de l'efficacité d'autres substances. L'UICN est favorable aux prises de contacts avec les associations de pharmaciens pour les persuader de prescrire d'autres substances (voir p. 7 interview d'Esmond Bradley Martin). Le sort du rhinocéros fait aussi l'objet d'une campagne d'information car peu d'utilisateurs de la corne sont conscients de la menace d'extinction pesant sur cette espèce.

La situation des éléphants est différente. L'extinction de l'espèce n'est pas une menace immédiate. Les éléphants sont menacés à disparaître de certaines régions et un déclin général semble inévitable vu la réduction de leur habitat au profit des besoins de l'homme. Le braconnage restera sans doute un fléau partout où il y a des éléphants. Et les effectifs nombreux d'aujourd'hui ne constituent pas une garantie contre une extinction future. Il suffit de se rappeler que le bison américain a été pratiquement exterminé au seul 19e siècle. Des millions d'animaux furent massacrés en quelques décennies et les indiens, premiers habitants, perdirent leur principale ressource naturelle.

Le problème avec les éléphants est que leur comportement est parfois dévastateur pour leur habitat. La pression qu'ils exercent se répercute sur les autres espèces et peut être catastrophique pour eux-mêmes. En effet, s'ils sont concentrés en nombre excessif, ils détruisent leurs propres sources alimentaires. Le problème a été moins aigu ces dernières années en raison du braconnage effréné.

Les éléphants sont parfois des fléaux dans les zones agricoles, se nourrissant des récoltes et les piétinant. Cet inconvénient

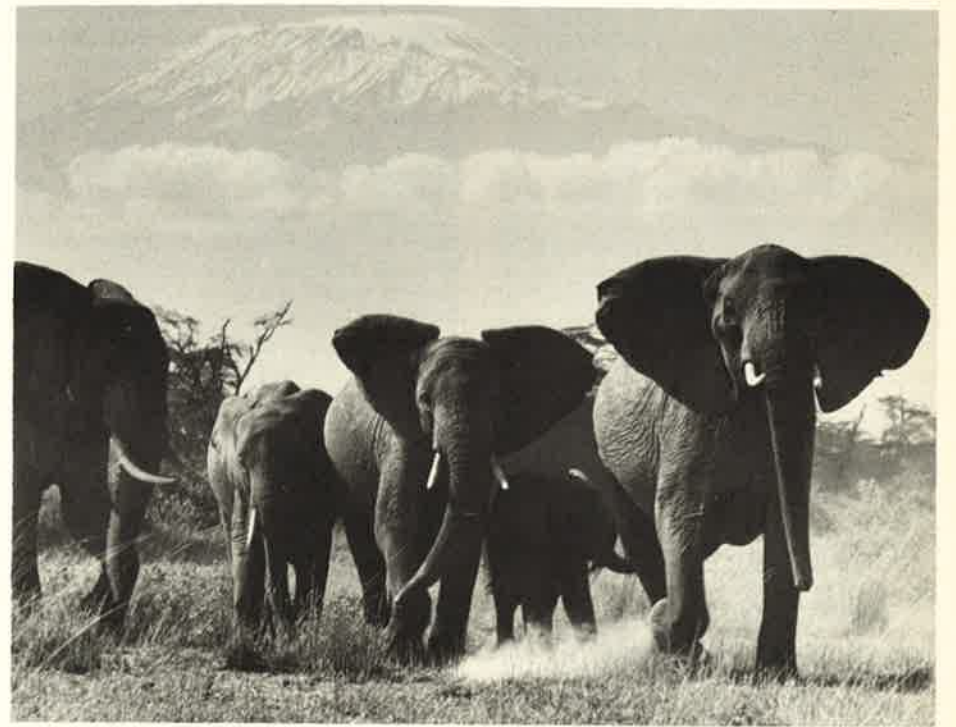
peut être pallié par une gestion efficace: mise en réserve à long terme de territoires, contrôle des effectifs dans les réserves et création de zones tampon pour protéger les terres agricoles. Les éléphants attirent les touristes et les revenus du tourisme ne sont pas négligeables. Lorsqu'ils sont en nombre suffisant, on peut les exploiter pour l'ivoire, la viande, la peau, dans l'intérêt des populations locales et de la nation, comme c'est le cas au Zimbabwe et en Afrique du Sud.

L'ivoire est un produit très spécial. Il est toujours disponible sur les éléphants morts de mort naturelle ou tués pour des raisons de contrôle, de prélèvement ou de chasse autorisée. Les études de l'UICN ont démontré qu'une part considérable de l'ivoire pénétrant sur le marché international provient de ces sources; il n'est donc pas justifié de faire cesser le commerce. Toutefois, beaucoup d'ivoire, ressource nationale, est détourné par le braconnage et le commerce illicite pour des intérêts privés. Il convient de réglementer le commerce en instaurant des liens de coopération entre les producteurs, les importateurs et les négociants qui ont tous intérêt à ce que l'ivoire devienne une ressource durable. Les fondements d'une telle réglementation sont déjà posés dans la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction qui compte 81 Etats Parties. Certains pays concernés par la production, l'importation ou le commerce ne sont pas encore Parties à la CITES et beaucoup de membres doivent encore améliorer leurs moyens de mise en oeuvre de la Convention pour la rendre réellement efficace. Par chance, Hong-Kong et le Japon qui importent environ 83% de l'ivoire africain appliquent maintenant les règlements de la CITES.

Le cas du rhinocéros blanc du sud prouve que des mesures de conservation judicieuses peuvent aboutir. Vers 1892, on estimait qu'il avait disparu des suites d'une chasse excessive puis on découvrit quelques individus dans la région d'Umfolozi, au Natal et on les protégea. Une gestion saine a permis à cette population de se multiplier au fil des ans. Il y a aujourd'hui environ 3000 rhinocéros blancs et beaucoup ont été réintroduits dans leurs habitats d'origine en Afrique Australe ou exportés vers les zoos du monde entier.

Dans un monde dominé par les problèmes socio-économiques, il n'est guère surprenant que l'accent soit souvent placé sur les valeurs économiques des ressources sauvages. Mais les hommes ne sont pas seulement des créatures économiques et la nature sauvage est depuis toujours source spirituelle et culturelle. Dans une lettre au World Wildlife Fund, un professeur d'économie écrivait qu'il ne verrait sans doute jamais d'éléphants en liberté mais qu'il lui était agréable de savoir qu'il y en avait. Au Rwanda, l'élimination des derniers éléphants de savanne en 1976 causa une vive émotion parmi la population locale qui y vit un mauvais présage. La peinture, la sculpture, la musique et la littérature se font l'écho de l'attachement des êtres humains pour les lieux et les animaux sauvages. Ces arguments culturels sont aussi forts - sinon plus - que tout argument économique en faveur de la conservation.

C'est aux nations africaines de décider de conserver les éléphants, à la lumière de leur situation économique, mais les décisions doivent être prises et appliquées dès que possible pour que la conservation des ressources naturelles nationales bénéficie à l'homme et pour éviter les conflits d'intérêt entre les éléphants et l'homme. □



Il y a encore d'importantes populations au Kenya. En Afrique de l'Ouest, les éléphants sont dispersés en petits groupes isolés dans des forêts qui disparaissent à cause de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Crédit WWF

NOUVELLES INTERNES

RAPPORTS DES COMMISSIONS

LA COMMISSION DE L'ÉCOLOGIE EN 1982

En un temps relativement court depuis sa reconstitution en 1979, la Commission de l'écologie a grandi au point de jouer un rôle important au sein de l'UICN et dans les sphères de la conservation de la nature.

Elle a 145 membres de 43 pays différents, sur tous les continents. La Commission a pour objectif de fournir des données et avis scientifiques pour garantir que les actions orientées vers l'utilisation durable et la conservation de la nature et de ses ressources bénéficient des connaissances actuelles en matière d'écologie. Au sein de la Commission, des groupes de travail ont été constitués pour les écosystèmes de mangroves, l'écologie des barrières de corail, l'écologie des côtes, les mers continentales, l'écologie des océans, la pollution par les hydrocarbures, les polluants de l'environnement, les aspects écologiques des (ré)introductions d'espèces, l'examen de la Stratégie mondiale de la conservation, les aspects écologiques des migrations, les forêts tropicales humides, la conservation et le développement rural, la conservation et les modes de vie traditionnels, la gestion des montagnes et des bassins fluviaux, les écosystèmes aquatiques insulaires et les zones arides. Un groupe de travail sur l'écologie et l'aide au développement est en train d'être formé.

Les groupes de travail sont responsables d'une grande partie du travail même de la Commission. Leurs activités sont coordonnées par le secrétariat de la Commission, au siège de l'UICN en Suisse. Voici un aperçu des activités de la Commission en 1982.

La version finale de *The Global Status of Mangroves Ecosystems* a été publiée. Le programme audio-visuel: «Comprendre les écosystèmes de mangroves» préparé au début de l'année se vend bien avec son script multilingue.

En collaboration avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge a été publié un document de la Commission «Ecological Mismanagement in Natural Disasters» rédigé par le professeur L.D. Pryor dans le but de fournir des lignes directrices sur la prévention des catastrophes naturelles. Parmi les autres ouvrages publiés en 1982 se trouvent le rapport de la Commission à la 15e session de l'Assemblée générale de l'UICN intitulé *Changes and Developments in the Science of Ecology* et un rapport de base intitulé *Ocean Trench Conservation* écrit par monsieur M. Angel, expliquant les problèmes que pose le déversement des déchets nucléaires dans les failles océaniques.

Ces publications illustrent les efforts faits par la Commission pour rassembler des informations biologiques et les rendre accessibles aux responsables, aux preneurs de décisions, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales.

La première réunion de la Commission en 1982 a eu lieu à l'université de São Carlos, São Paulo, Brésil où la Commission, en coopération avec le secrétaire spécial pour l'environnement a organisé un symposium

sur l'Amazonie. La deuxième réunion a eu lieu à l'université de Padjajaran, Bandung, Indonésie, où la Commission, conjointement avec l'Institut d'écologie a organisé un symposium sur les modes de vie traditionnels, la conservation et le développement rural dans le cadre duquel des discours ont été prononcés par messieurs Emil Salim et Maurice Strong.

Des réunions et ateliers restreints ont été organisés par les groupes de travail sur l'écologie des océans (Halifax), les (ré)introductions d'espèces (Zurich) et les forêts tropicales (Bandung).

Des missions spéciales d'études écologiques sont entreprises par des membres de la Commission pour les forêts tropicales humides atlantiques de l'Etat de São Paulo, à la demande du Secrétariat brésilien spécial de l'environnement et pour les zones humides côtières d'Espagne à la demande du gouvernement local de Catalogne.

COMMISSION DE LA SAUVEGARDE DES ESPÈCES

Réunion - annonce préliminaire et enregistrement

59e réunion. Elle aura lieu à Harare, Zimbabwe du jeudi 14 au samedi 16 avril 1983, précédant la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) qui aura lieu à Gaborone, Botswana du 19 au 30 avril 1983. Un service aérien limité relie Harare à Gaborone; les vols sont plus fréquents via Johannesburg. La Commission espère que les délégués se rendant à la réunion de la CITES pourront inclure la réunion de la SSC dans leur programme. Outre la discussion de questions relatives à la CITES, l'ordre du jour devrait inclure l'examen de documents et des discussions sur les effets des maladies du bétail et des mesures de contrôle des parasites sur la conservation de la faune, des plantes et des communautés forestières en Afrique australe, sur l'état d'espèces moins connues de la faune africaine et sur les rapports des groupes de spécialistes de la SSC.

D'autres annonces seront faites mais il serait utile pour la planification du programme que ceux qui pensent pouvoir assister à la réunion communiquent au plus vite leurs intentions au bureau du secrétaire exécutif de la SSC à Gland, Suisse.

60e réunion. Des négociations sont en cours pour organiser la 60e réunion de la SSC en Tchécoslovaquie (au Parc national de Krkonose ou à Prague) conjointement avec le 16e Congrès international des biologistes spécialistes du gibier qui aura lieu à Kosice. Si ces plans ne se matérialisaient pas, la réunion aurait lieu au siège de l'UICN à Gland, Suisse.

Réunion du groupe de spécialistes des éléphants d'Asie

Les experts de l'éléphant d'Asie réclament la création de réserves viables et une

gestion scientifique pour les troupeaux survivants afin de garantir leur conservation et de diminuer les conflits d'intérêt avec l'homme.

L'appel a été lancé lors d'une réunion sur la gestion de l'éléphant à Jaldapara, Bengale occidental, Inde à laquelle assistaient des représentants du Bangladesh, du Bhoutan, de Malaisie, de Sri Lanka, et des Etats indiens possédant des éléphants. La réunion a été convoquée du 10 au 17 décembre 1982 par le groupe de spécialistes des éléphants d'Asie de la SSC avec l'aide du World Wildlife Fund et du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Madame Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde a transmis le message suivant: «l'éléphant d'Asie est un animal magnifique, fort et cependant doux, connu pour son intelligence et son utilité économique. Pour n'avoir pas su gérer son habitat en tenant compte des mouvements des troupeaux, l'homme a mis l'espèce en danger et se trouve confronté à de multiples problèmes. Je souhaite que la réunion sur la gestion des éléphants étudie cette question en profondeur et propose des mesures pratiques applicables avec la collaboration pleine et entière des peuples vivant dans la forêt ou en bordure». M. Parimal Mitra, ministre des Forêts et du Tourisme du Bengale occidental a déclaré: «dans les conditions présentes, l'homme et l'éléphant deviennent hostiles l'un à l'autre et de plus en plus de voix se joignent au concert pour réclamer l'élimination de cet animal magnifique».

La réunion de Jaldapara a recommandé la mise en oeuvre immédiate de projets visant à éprouver l'efficacité des clôtures électriques pour divers habitats, sous différentes conditions. On a pensé que ce serait une mesure de protection supplémentaire utile, complétant les tranchées et les barrières déjà en place.

Il a été souligné qu'il importe d'obtenir, comme instrument de gestion essentiel, des recensements fiables des éléphants. Actuellement, on ne dispose que d'estimations approximatives répertoriant 30 000 à 40 000 éléphants d'Asie (comparé à 1 100 000 éléphants en Afrique). L'Inde en possède le plus grand nombre (15 000). On trouve aussi des éléphants au Bangladesh (200), en Birmanie (environ 5 000 plus 6 000 éléphants domestiqués), en Chine (environ 100), en Indonésie (environ 300 à Sumatra), en Malaisie (environ 700 à 1 000 dans la péninsule Malaise et 1 000 au Sabah), au Népal (environ 35), à Sri Lanka (environ 3 000), en Thaïlande (environ 3 000) et dans les Etats de l'Indochine (environ 4 000). Partout, ils sont soumis aux pressions de populations et d'activités en expansion et leur habitat est fragmenté.

Plusieurs résolutions traitaient du problème généralisé de la fragmentation des habitats par la destruction des forêts, le développement agricole et les projets de centrales hydro-électriques. Il a été recommandé de ménager des couloirs forestiers

NOUVELLES INTERNES

RAPPORTS DES COMMISSIONS

pour les déplacements des éléphants et d'aménager les endroits où se trouvent des canalisations, pipelines ou autres obstacles.

On a annoncé que des discussions se poursuivaient entre l'Inde et l'Etat himalayen voisin du Bhoutan pour établir un corridor reliant le Bengale du Nord, l'Assam et l'Arunachal, ce qui serait un immense progrès car les mouvements d'une des plus riches populations contiguës d'Asie seraient ainsi garantis.

Les experts ont souligné qu'il importe d'établir des sanctuaires pour les éléphants. La capacité de charge des sanctuaires doit être calculée scientifiquement puis les aires appropriées seront mises en réserve et protégées. De l'avis des experts, il faut prévenir la dégradation de l'habitat qui pourrait conduire les éléphants à saccager les cultures.

La réunion a reconnu que le braconnage pour l'ivoire est une menace génétique pour l'éléphant d'Asie si l'on considère que de plus en plus de mâles n'ont pas de défenses (les femelles n'en ont pas ou en ont de petites). Il a été recommandé de demander aux gouvernements de réglementer le commerce de l'ivoire et les importations d'ivoire africain afin de garantir que l'industrie de gravure de l'ivoire n'encourage pas le braconnage entraînant un appauvrissement encore plus marqué des populations d'éléphants.

COMMISSION DE LA PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALE

Du 18 au 20 novembre 1982 a eu lieu à Morges, Suisse, une réunion de quelque soixante planificateurs de l'environnement et spécialistes de la conservation venus de 20 pays, à l'invitation de la Commission de la planification environnementale.

La réunion avait pour double objectif d'examiner un ensemble d'études de cas préparées sur le thème de «La conservation et les cultures traditionnelles» et d'étudier un document dont le propos était de pousser un peu plus loin l'analyse économique habituelle des projets de conservation pour le développement en examinant les coûts sociaux. Sur le thème de «la culture et la conservation», des études de cas en Inde, au Zimbabwe, au Chili, au nord du Canada, etc. ont été examinées. Un recueil de ces études a été publié pour la réunion (IUCN/EEC Work in Progress No 13).

La réunion a été inaugurée par diverses présentations, notamment des programmes audio-visuels de F. Terrasson: «Culture et conservation: la peur de la nature»; Jeffrey Gritzer: «Aspects culturels de la conservation dans les biomes arides et semi-arides»; Omar Draz: «Le système de réserves de hémas dans la péninsule Arabique»; Madhav Gadgil: «Contraintes sociales et utilisation des ressources»; Cyril de Klemm: «Coûts environnementaux et sociaux».

Des groupes de travail ont été alors établis qui se sont réunis afin de préparer des propositions de projets préliminaires axés sur la communication, l'évaluation et la



Peter Jacobs, président de la CPE salue les participants. De gauche à droite: M. Silberman, M. Morell, M. Gadgil, P. Jacobs, F. Terrasson, D. Navid (secrétaire exécutif), R. Benthem (vice-président), L. Mhlanga (président adjoint).

surveillance continue et l'action, sous forme de projets de terrain destinés à tester et évaluer les facteurs écologiques à prendre en considération dans le développement, les liens unissant la culture à la conservation et l'intérêt du développement pour la culture et la conservation.

Les ateliers ont abouti à une série d'initiatives novatrices découlant des deux thèmes de la réunion et sur lesquelles la Commission continuera à travailler.

A la suite des discussions, un certain nombre de projets ont été proposés, notamment la nécessité de mettre l'accent sur la formulation d'un cadre conceptuel plus large pour une analyse coûts/bénéfices. Pour tout renseignement sur cette réunion et le travail de la CPE, contacter le secrétaire exécutif de la CPE, UICN, Avenue du Mont-Blanc, 1196-Gland, Suisse.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

En janvier 1983, Madame Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde est devenue présidente d'honneur de la Commission. Dans sa lettre au président de la Commission, Madame Gandhi précise: «si vous avez le sentiment qu'en devenant présidente d'honneur de la Commission de l'éducation j'aiderai la cause de la conservation, je suis ravie d'accepter cette position».

L'an dernier, le nombre des membres de la Commission a augmenté pour atteindre 293 membres de 90 pays; la Commission compte en outre 2 comités régionaux (Europe du Nord-Ouest et Europe de l'Est) et 13 comités nationaux (Argentine, Australie, Canada, Chine, Costa Rica, Hongrie, Inde, Irlande, Mexique, Népal, Pakistan, Sultanat d'Oman et Tchécoslovaquie). Trois comités sub-régionaux ont été créés aux Etats-Unis: la Région nord-atlantique, la Région atlantique centrale et la Région occidentale.

Missions et réunions

En réponse à la demande de Madame Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde,

le président et le secrétaire exécutif de la Commission se sont rendus en Inde. Cette mission a été généreusement facilitée par le département indien de l'Environnement. Les objectifs étaient d'une part, d'étudier par quels moyens la Commission de l'éducation pourrait aider le gouvernement indien dans ses programmes d'éducation environnementale et d'autre part, de prendre connaissance du programme et des activités du Comité national sur l'éducation environnementale afin d'étudier les différents moyens de lui venir en aide.

Du 11 au 14 décembre 1982, le secrétaire exécutif s'est rendu en mission au Népal pour y étudier les moyens par lesquels la Commission pourrait aider le Népal en matière d'éducation environnementale. Un avant-projet a été préparé visant à introduire la notion d'environnement dans le programme de l'Institut de formation des enseignants.

La Conférence mondiale sur l'éducation environnementale aura lieu au Caire, Egypte, du 5 au 8 avril 1983. Pour tout renseignement contacter le secrétaire général, B.P. 38, Abbasia, Le Caire, Egypte.

La Conférence européenne des paysages du patrimoine sur l'éducation pour l'interprétation et la conservation aura lieu du 4 au 8 avril 1983 au Peak National Park Study Centre, Loshill Hall, Castleton, Derbyshire S 30 2WB, Royaume-Uni. Pour tout renseignement contacter Peter Townsend, principal, à l'adresse sus-mentionnée.

La Confédération des organisations internationales scientifiques et techniques pour le développement (CISTOD) organise un Congrès mondial: «Promesses et limites de la science et de la technique, action concertée des organisations non gouvernementales» qui aura lieu à Tunis, du 11 au 15 avril 1983. Pour tout renseignement contacter Mme J. Marton-Lefèvre, 51 Bld de Montmorency, 75016 Paris, France.

(Suite en page 12)

NOUVELLES DE LA CPNAP

Le Comité du Patrimoine mondial s'est réuni au siège de l'Unesco, à Paris, du 13 au 17 décembre 1982. La CPNAP a assisté à la réunion en sa qualité de consultant pour les biens naturels.

Les biens naturels ajoutés à la Liste du Patrimoine mondial lors de cette réunion sont: Tassili n'Ajjer (Algérie); les Parcs nationaux des étendues sauvages de Tasmanie occidentale et les Iles Lord Howe (Australie); la Réserve de la biosphère Rio Platano (Honduras); le Parc national de Taï (Côte d'Ivoire); l'Atoll d'Aldabra (République des Seychelles) et la Réserve de gibier de Selous (Tanzanie). Les étendues sauvages de Tasmanie occidentale ont posé des problèmes, non que leur valeur naturelle ait été mise en doute mais leur intégrité est gravement menacée par la construction de barrages. En conséquence, le Comité du Patrimoine mondial a adopté la déclaration suivante: «Le Comité est très préoccupé des conséquences que la construction de barrages dans la région aura vraisemblablement pour les caractéristiques naturelles et culturelles qui confèrent à ce bien une valeur universelle exceptionnelle. Il considère en particulier que l'inondation de parties des vallées fluviales entraînerait la destruction d'un certain nombre de monuments culturels et naturels d'une grande valeur, comme l'ICOMOS et l'UICN l'observent dans leurs rapports. Le Comité recommande donc aux autorités australiennes de prendre toutes les mesures possibles pour protéger l'intégrité du bien. Le Comité suggère que les autorités australiennes demandent au Comité d'inscrire le bien sur la Liste du Patrimoine mondial en péril, jusqu'à ce que la question de la construction de barrages soit réglée».

L'assistance technique requise et approuvée pour les biens naturels se monte à 300 000 dollars pour le Parc national de Simen (Ethiopie), la Réserve de la biosphère Rio Platano (Honduras), le Parc national de Sagarmatha (Népal), le Parc national Darien (Panama), les Parcs nationaux de Niokolo-Koba et du Djoudj (Sénégal) et l'Atoll d'Aldabra.

L'Unesco accepte de nouvelles désignations de biens du Patrimoine mondial. Pour tout renseignement et formulaire de désignation: Unesco, Secrétariat du Patrimoine mondial, 7 place de Fontenoy, 75700 Paris, France.

LE CCD PRÉPARE UN REGISTRE DE CONSULTANTS

S'il devient urgent d'intégrer le concept de conservation au processus du développement dans le monde entier, souvent le personnel qualifié fait défaut. Dans le même temps, de nombreux experts en sciences naturelles et sociales sont sous-employés ou prêts à aider et à conseiller pendant de courtes périodes.

Avec une aide financière initiale de la Swedish International Development Authority (SIDA), le CCD met actuellement sur pied un registre international complet de consultants en matière de conservation dans lequel les agences d'aide au

développement, les gouvernements, les fondations et autres organisations pourront puiser en vue de trouver les consultants qu'ils cherchent.

Ainsi, à travers le bureau du Service commun de l'environnement (SCE) de Washington, Etats-Unis, un vaste programme de travail a été entrepris en coopération avec USAID afin de fournir des services consultatifs à court terme pour des projets sur l'environnement et la conservation, dans le monde entier. Ce programme s'appuiera fortement sur le registre de consultants et en retour permettra d'amortir, dans une large mesure, les frais d'installation et de fonctionnement du registre.

En tant qu'Union rassemblant plus de 500 organisations internationales de conservation et noeu central d'un réseau mondial d'experts intéressés aux multiples facettes de la gestion des ressources naturelles, l'UICN se préoccupe depuis de nombreuses années des problèmes d'identification et de recherche des consultants et experts auxquels elle fait principalement appel pour ses projets et ceux du WWF et qu'elle recrute parmi ses membres ou au sein de ses commissions et de ses centres. Le nouveau registre a pour ambition d'enrichir et de moderniser le réseau actuel. Il devrait être opérationnel vers le milieu de 1983.

Le CCD souhaite que les experts en sciences de la nature et de la société de même que les spécialistes en droit de l'environnement, parcs nationaux, éducation, gestion des ressources sauvages, planification et autres disciplines proches de la conservation, désireux d'offrir leurs services pour de futurs projets se fassent connaître.

Pour tout renseignement concernant le registre veuillez vous adresser au: Registre de consultants, UICN, Centre mondial de la conservation, 1196 GLAND, Suisse. □

RÉUNION DE LA CITES AU BOTSWANA

Les moyens d'améliorer la surveillance du commerce international des espèces sauvages afin d'empêcher que des animaux et des plantes, toujours plus nombreux ne soient amenés à disparaître, seront au coeur des débats à Gaborone, Botswana, du 19 au 30 avril 1983.

Des représentants de gouvernements, des négociants et des spécialistes de la conservation assisteront à la 4e réunion des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). La Convention est entrée en vigueur en 1970, après ratification par dix pays. Aujourd'hui, 81 pays l'ont acceptée et le commerce des espèces menacées est de plus en plus sous contrôle.

Eugene Lapointe, secrétaire général de la CITES fait cependant remarquer que, si la plupart des grands pays exportateurs adhèrent à la Convention, il existe encore des lacunes graves.

«L'Afrique du Nord n'est pas suffisamment couverte. Singapour a annoncé qu'il n'accepterait pas la CITES. En Europe occidentale, la Belgique reste à l'écart, en Europe de l'Est seules la République démocratique d'Allemagne et l'URSS sont Par-

ties à la Convention. En Amérique latine, la situation est satisfaisante mais le Mexique n'a pas encore adhéré». La contrebande d'animaux et de plantes sauvages, de peaux ou autres produits est encore active et répandue de même que l'utilisation de faux documents. M. Lapointe souligne que la mise en oeuvre de la Convention est le point critique.

«Mais il y a des progrès. Grâce à la coopération entre les Parties à la Convention et le secrétariat, les cargaisons illicites sont parfois repérées».

L'ivoire africain sera un des grands problèmes soulevés par la réunion de Gaborone. Le comité technique s'apprête à recommander de ne plus exiger de permis pour des défenses ou objets pesant moins de 500 g. Cette mesure permettrait de réduire les formalités administratives et le temps passé à préparer des permis et contrôler des produits en ivoire pas plus gros qu'un bouton de col.

L'ivoire entre aussi dans une autre catégorie de problème commercial: les souvenirs pour touristes faits à partir de produits d'espèces menacées.

Le comité technique recommandera que des efforts accrus soient déployés pour informer les touristes sur les contrôles commerciaux et pour que les pays ayant des espèces menacées surveillent sévèrement l'exportation de leurs produits.

Trois catégories d'espèces sont couvertes par la CITES. Les espèces menacées sont inscrites à l'Annexe I et leur commerce est interdit; les permis sont obligatoires pour l'importation ou l'exportation à des fins scientifiques ou non commerciales. A l'annexe II se trouvent des espèces qu'un commerce excessif pourrait mettre en danger et la Convention fournit les permis d'exportation pour pouvoir surveiller les tendances du commerce. A l'Annexe III enfin sont répertoriées des espèces que certains pays souhaitent protéger, ce pourquoi ils recherchent la collaboration d'autres pays.

Parmi les sujets à l'ordre du jour on note aussi: les conditions de transport des animaux vivants, la surveillance de l'élevage en captivité - notamment les opérations en ferme ou en ranch - des espèces les plus menacées, la réglementation des zoos et institutions similaires et l'utilisation des examens microscopiques pour identifier les poils des mammifères.

Le dernier jour de la Conférence, une réunion spéciale discutera d'une proposition d'amendement à la Convention visant à autoriser la Communauté européenne en tant que telle à devenir Partie. Cette décision aurait pour résultat d'éliminer les rapports nationaux distincts émanant de chacun des membres de la CEE et de réduire la quantité de documents. Si les tentatives d'allègement de la bureaucratie sont bien accueillies, on craint néanmoins que beaucoup de données ne soient plus disponibles dès lors qu'il ny aura plus de rapports nationaux. Toutefois, si l'amendement est approuvé, il n'entrera pas en vigueur avant plusieurs années puisque l'accord des deux tiers des Parties (54 pays) est indispensable, ce qui prend du temps. □

LA STRATÉGIE MONDIALE DE LA CONSERVATION À L'ŒUVRE

UNE STRATÉGIE POUR LE NÉPAL

La première étape dans la préparation d'une stratégie nationale de conservation (SNC) pour le Népal vient de s'achever, résultat de la collaboration fructueuse établie entre le gouvernement de Sa Majesté le roi du Népal et le Centre de l'UICN de la conservation pour le développement (CCD). C'est une des premières initiatives du genre pour un pays en développement. L'équipe du CCD/UICN se composait de David Munro, directeur du projet, Corneille Jest du Centre national de la recherche scientifique à Paris (France), conseiller et de Stephen M. Bass, Cobham Resources Consultants (Oxford, Royaume-Uni). M. Bass a passé trois mois au Népal pour aider le gouvernement à rédiger un projet de Brochure justifiant l'utilité d'une SNC et indiquant les thèmes principaux à aborder au cours de la préparation de la stratégie elle-même. Voici le résumé du travail accompli.

UNE STRATÉGIE JUSTIFIÉE

Le Népal, un des pays les plus pauvres du monde, est fortement tributaire de ses ressources naturelles. Actuellement, la population est employée à 90% dans l'agriculture, 80% des exportations sont des denrées agricoles et 87% de l'énergie nationale vient du bois.

Cependant, par leur nature même, les ressources du Népal sont fragiles; ainsi, la plupart des sols sont peu consistants, situés sur des pentes abruptes et soumis à la mousson dévastatrice.

Partout au Népal, les ressources sont pillées ou détruites. Le déboisement, corollaire de la pénurie de bois de feu, l'installation de villages et le surpâturage entraînent l'érosion des sols qui, à son tour, provoque la sédimentation dans divers ouvrages vitaux de développement comme les barrages et les systèmes d'irrigation, cause des inondations en Inde et au Bangladesh et contribue même à la formation d'îles dans la baie du Bengale.

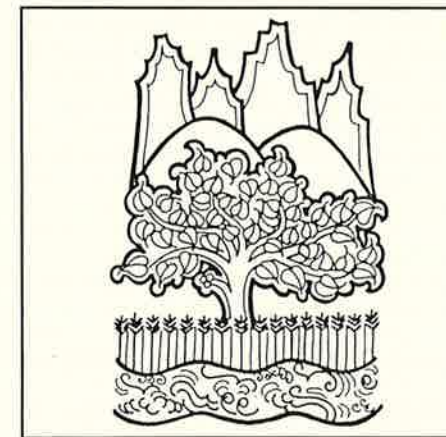
Les Népalais sont contraints de parcourir des kilomètres pour trouver du bois de feu ou de brûler les bouses de vaches, engrais indispensable pour leurs champs. En raison de la rareté du bois de feu, de moins en moins de repas sont cuits, l'eau n'est plus bouillie et, en conséquence, l'hygiène est en recul. Parallèlement, la demande en ressources s'accroît; dans les zones rurales fortement peuplées, la croissance démographique atteint 2,67% par an et les agriculteurs ne produisent assez d'aliments que pour 226 jours par an.

Sur place, il y a de nombreuses organisations capables et de bons projets de conservation des ressources naturelles mais leur coordination laisse à désirer. La SNC fera porter l'attention sur les moyens d'améliorer le travail des organisations à l'aide de méthodes simples mais efficaces pour garantir que les multiples facettes des pro-

blèmes de l'environnement soient toujours prises en compte.

COMMENT NAÎT UNE STRATÉGIE

En 1980, Son Altesse royale le Prince Gyanendra Bir Bikram Shah se plongeait dans l'étude de la Stratégie mondiale de la conservation et comprit tous les avantages que le Népal pourrait en tirer. Le directeur général du département des Parcs nationaux et de la Conservation des ressources sauvages et le directeur général du département de la conservation des sols et de la gestion des bassins versants demandèrent alors l'aide de l'UICN.



Crédit: Christine Bass

Le directeur du Centre de la conservation pour le développement a rendu une courte visite au Népal afin de discuter avec les autorités des modalités de préparation d'une SNC, puis une mission préparatoire a passé trois mois sur place, à partir d'octobre 1982, grâce à un financement de la SIDA (Agence suédoise pour le développement international). Une Brochure sur la SNC a été rédigée en collaboration avec les autorités népalaises.

Cette Brochure est l'oeuvre conjointe de la mission, des responsables gouvernementaux, des ONG, de l'ONU et des agences d'aide au développement.

Suite à de multiples consultations et à un examen approfondi de documents (notamment sur la planification du développement), la perception actuelle du développement et de la conservation, les politiques officielles, les activités et les divers potentiels ont été évalués. La SMC servant de modèle, un premier projet de SNC a été dressé pour être présenté et commenté par un groupe de travail de 14 népalais et de quelques membres d'organismes d'aide au développement.

Après de longues discussions, la confrontation des idées et des problèmes a conduit à définir une conception plus raffinée de la conservation pour le développement. Au quatrième projet, le document reflétait un consensus d'opinions sur les obstacles dres-

sés devant la conservation et sur la volonté et la capacité du Népal à les surmonter.

LA BROCHURE

La Brochure analyse l'utilité d'une SNC, souligne les problèmes, les réussites et les potentiels de la conservation et formule un plan d'action visant à répondre aux priorités définies. Les objectifs sont les mêmes que ceux de la SMC avec en sus l'idée que la SNC devrait «satisfaire les besoins matériels, spirituels et culturels de base de tout le peuple du Népal, des générations présentes et futures».

La Brochure met surtout l'accent sur une action simple et efficace pour atteindre les objectifs de la conservation et sert d'instrument d'éducation, soulignant pour les preneurs de décision, l'importance de la coopération et décrivant comment chaque secteur peut contribuer à la conservation.

Plusieurs départements gouvernementaux ont pris l'initiative de la SNC mais il a finalement été décidé que la Commission de la planification nationale concentrerait dorénavant les efforts liés à la SNC. Etant chargée des plans quinquennaux du pays, la commission est à même de garantir qu'ils servent les buts de la conservation en désignant les priorités pour les projets essentiels et en mettant un terme aux projets de développement en conflit avec l'environnement. En contrepartie, la SNC contribuera au développement en définissant des moyens durables de faire correspondre l'approvisionnement en ressources naturelles à la demande croissante pesant sur ces ressources.

La Brochure et le plan de travail pour la phase suivante font état d'autres priorités. Celles-ci portent sur des activités primordiales telles que la lutte contre la pollution, le reboisement, la conservation des ressources génétiques agricoles et forestières et les cours de conservation pour enseignants, qui ne sont pas encore organisées de façon satisfaisante.

L'AVENIR

Il est souligné dans la Brochure que seule une SNC étroitement liée à des stratégies en faveur de la population, de l'énergie et de l'industrialisation peut être utile au Népal. Tout laisse à penser que ce sera le cas.

La mise en oeuvre réussie de la SNC pourrait encourager les pays voisins à préparer leurs propres stratégies ou, à défaut, une stratégie régionale qui réponde aux besoins des bassins versants de l'Himalaya, du Gange et du Brahmapoutre. La SNC népalaise renforcera notablement la contribution du Népal à la conservation mondiale, à la fois en aidant à résoudre des problèmes nationaux et en fournissant de nouvelles idées sur les moyens de résoudre des problèmes semblables à ceux qui se posent au Népal. □



POURQUOI MADAGASCAR ?

En prévision d'une mission UICN à Madagascar, en mars-avril 1983, Pierre Portas, de l'UICN, fait le point quant à l'opportunité de développer une stratégie nationale de conservation.

L'UICN appelle à intégrer la conservation au développement. Chaque fois que l'homme évite une catastrophe écologique ou en atténue les effets, il se donne les moyens d'alléger les problèmes économiques et sociaux.

La Stratégie mondiale de la conservation demande d'orienter la gestion des ressources naturelles vers l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies nationales de conservation (SNC). Une SNC a pour objectif de mettre en évidence les conditions à réunir en priorité pour réaliser la conservation, sensibiliser l'opinion publique et vaincre l'apathie ou les résistances qui pourraient faire obstacle à la prise des mesures indispensables.

Traduire ces concepts dans la réalité malgache est un exercice des plus ardu. Nul n'ignore qu'à Madagascar le déboisement est un problème majeur pour l'environnement. Il résulte surtout de la technique du brûlis (tavy) utilisée pour défricher au profit de l'agriculture et du pâturage. Dans son sillage, le déboisement entraîne un cortège de problèmes également graves: érosion des sols, destruction des habitats naturels, extinction des espèces animales et végétales. On constate que la dégradation de l'environnement résulte de pratiques agricoles et pastorales mal adaptées aux conditions actuelles.

On estime que plus de 10 000 hectares de forêts s'en vont en fumée chaque année et que les quatre-cinquièmes des terres et zones forestières sont déjà saccagées. Les

régions à forte densité de population comme l'est de l'île, subissent des pressions graves dues à la pénurie de terres cultivées et de pâturages. Les agriculteurs essartent juste avant la saison des pluies pour préparer la terre pour l'agriculture ou stimuler la pousse de l'herbe de pâturage ou de fourrage. Après deux ou trois ans d'utilisation, le sol déjà pauvre est laissé en jachère et n'est replanté que dix à vingt ans plus tard. Une pression accrue sur les ressources a pour conséquence un raccourcissement du temps de jachère, suivi de l'épuisement du sol.

Le déboisement est loin d'être un problème nouveau pour Madagascar. Depuis des siècles, l'environnement subit la pression conjuguée de l'homme et des conditions naturelles, conduisant au déboisement. La destruction, lente tout d'abord, est devenue critique avec l'explosion démographique, l'expansion de l'agriculture et l'intensification de l'exploitation forestière.

Le représentant du WWF à Madagascar (responsable de tous les programmes internationaux et activités de conservation dans l'île) s'est entretenu avec les autorités malgaches et les discussions ont fait ressortir la nécessité impérieuse de résoudre les problèmes socio-économiques liés à la destruction des ressources naturelles. En février 1983, une délégation malgache de haut niveau et des représentants de l'UICN/WWF réunis à Jersey se sont accordés sur une définition plus précise du rôle de l'UICN/WWF à Madagascar, notamment en matière de recherche. Cette rencontre a permis de confirmer la contribution des deux organismes aux efforts du gouvernement malgache en faveur de la conservation et qui se traduit, en particulier, par la préparation d'une SNC.



Dans les rues d'Antananarivo: les stratégies s'adressent à l'avenir aussi bien qu'au présent. Crédit: P. Virolle



Erosion des sols: un des problèmes les plus graves de l'environnement, souvent consécutif au déboisement. Crédit: P. Virolle

Comment aborder ces problèmes de manière positive? Il ne fait aucun doute qu'une attention spéciale doit être accordée à la gestion des écosystèmes de forêt et à l'érosion des sols, sans pour autant négliger la préservation des ressources génétiques, le renforcement du réseau d'aires protégées et la sensibilisation du public.

Mais avant tout, il faudra évaluer l'exactitude des connaissances sur lesquelles se fondent les mesures prises en matière de conservation, les besoins de gestion et de recherche qui en découlent et enfin, le choix des priorités de la conservation. Il importe que l'ensemble global formé par les connaissances, les techniques et le cadre institutionnel repose sur des bases scientifiques solides pour que les programmes de conservation soient complets et ambitieux dans leurs objectifs.

Le but premier d'une SNC serait de doter Madagascar des instruments indispensables pour alléger en partie les pressions humaines s'exerçant sur les forêts naturelles restantes, améliorer l'aptitude des pouvoirs publics à gérer les ressources naturelles sur un mode durable, sensibiliser le public aux problèmes de conservation et offrir de nouvelles possibilités de formation.

Il faut que le premier bénéficiaire de toute activité internationale soit le peuple malgache. La SNC doit répondre aux besoins les plus pressants de l'homme et analyser comment la conservation peut contribuer concrètement au développement de Madagascar.

L'UICN souhaite répondre favorablement aux peuples qui sollicitent son aide et donc examiner le problème à sa racine afin d'y puiser des lignes directrices pour une politique nationale, une coopération internationale et régionale. Une stratégie malgache ne doit pas rester un simple livre de référence posé sur les rayons d'une bibliothèque, elle doit illustrer les mesures et moyens concrets qui permettent d'agir pour conserver les ressources naturelles dans un cadre socio-économique acceptable. □

ITALIE: CHANGER LES HABITUDES

par Gianfranco Bologna, coordonnateur national, Section conservation, WWF-Italie.

L'Italie est au nombre des pays les plus industrialisés du monde. Sa croissance a surtout eu lieu en un laps de temps très court: dans les quelque vingt années qui ont séparé la fin de la Seconde Guerre mondiale des années soixante.

Cette période courte et intense d'industrialisation accélérée a provoqué une détérioration rapide de l'environnement, en particulier dans le nord où se concentre l'industrie. Le processus d'industrialisation est à l'origine d'un exode massif des populations, de la campagne vers les villes et du sud vers le nord.

A l'instar d'autres nations industrialisées, l'Italie se débat dans de profondes difficultés économiques que le contexte historique et culturel semble avoir aggravées. Ni le manque de sensibilité envers l'environnement de l'Italien moyen, ni l'absence d'une politique centralisée de l'environnement n'arrangent les choses. Depuis 1977, les différentes régions italiennes ont adopté leur propre législation en la matière ce qui crée une certaine confusion et met en évidence le manque de fil directeur.

Il est alors apparu que l'élaboration d'une stratégie de conservation serait utile dans la situation pour le moins complexe qui règne aujourd'hui.

Le WWF-Italie est en train de préparer la stratégie italienne, financée par le ministère de l'Agriculture. Une équipe d'experts, pluridisciplinaire, a été nommée et placée sous la direction d'un coordonnateur scientifique. Elle est chargée de compiler les divers éléments constitutifs de la stratégie.

Le premier rapport, préparé en 1982 comporte: a) une analyse des diverses ten-

dances concernant les ressources indispensables à la vie des écosystèmes (air, eau, sol, flore et faune); b) une analyse de la gestion présente de ces ressources: utilisation de l'énergie, agriculture, activités forestières, gestion des aires protégées, etc.; c) une analyse des aspects essentiels des systèmes humains (mode de vie, habitudes culturelles, etc.) et de la situation dans les secteurs politique, socio-économique, démographique, de l'éducation, des institutions et de la législation; d) des propositions pour l'élaboration d'une SNC et de lignes directrices pour la stratégie.

Le rapport a été présenté à un comité consultatif de haut niveau qui comprenait Aurelio Peccei, président du Club de Rome, Adriano Buzzati Traverso, conseiller technique pour le PNUE, Eleonora Barbieri Masini, présidente de la Fédération mondiale pour les études sur le futur et Orio Giarini, Institut des hautes études internationales à Genève. Le rapport a également été présenté à l'UICN.

Dans sa version finale, il devrait être publié vers le milieu de 1983 et tous ceux qui ont participé à sa préparation encourageront vivement sa mise en oeuvre à tous les niveaux. □

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION DES STRATÉGIES NATIONALES DE CONSERVATION (JANVIER 1983)*

PAYS	ETAT D'AVANCEMENT DES SNC
Afrique du Sud	SNC terminée par la Wildlife Society d'Afrique du Sud
Australie	projet de SNC discuté lors d'une conférence nationale, en février 1983
Belize	1 ^{re} mission UICN pour poser les bases d'une SNC a pris fin
Espagne	SNC terminée par la Commission interministérielle de l'environnement (CIMA)
Italie	SNC en préparation sera terminée vers le milieu de 1983
Madagascar	mission UICN prévue pour mars-avril 1983 pour poursuivre les discussions sur la préparation d'une stratégie
Malaisie	SNC en préparation, Etat par Etat
Népal	1 ^{re} mission UICN menée à terme et «Brochure» sur la stratégie terminée
Norvège	une étude du Parlement contenant une proposition de SNC vient d'être terminée
Nouvelle-Zélande	proposition de SNC sera examinée par ministères et organismes de droit public
Ouganda	préparation d'une SNC à l'étude
Philippines	SNC en préparation par la Société Haribon
Royaume-Uni	les rapports sur la stratégie seront publiés en juin 1983
Sénégal	1 ^{re} mission UICN prévue provisoirement pour avril 1983
Sri Lanka	groupe de travail désigné pour préparer SNC
Tchécoslovaquie	stratégie sub-nationale en préparation; première phase sera terminée en 1984
Zambie	discussions préliminaires et rapports terminés; la prochaine phase sera discutée avec le gouvernement en mars 1983

* Cette liste se fonde sur les données mises à disposition à l'époque de la préparation du supplément. L'information doit donc être complétée. L'UICN souhaite vivement recevoir d'autres renseignements qui seront inclus dans les prochains suppléments de la SMC à l'oeuvre.



LES PROGRÈS ACCOMPLIS

Ce rapport résume les nouvelles étapes de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de la conservation et, en particulier, l'adoption de stratégies nationales. En page 15 se trouve une vue d'ensemble des activités relatives aux SNC.

Le projet de stratégie nationale de conservation pour l'Australie est prêt. Il forme une base de discussion pour les représentants du gouvernement, de l'industrie et des groupes de conservation, entre autres, réunis lors d'une conférence nationale, du 25 au 28 février 1983. La stratégie sera ensuite préparée pour être présentée, vers le milieu de 1983, à la Conférence des premiers ministres qui décidera en dernier ressort de son avenir. En outre, le groupe de travail de la stratégie nationale de conservation rapporte que les Etats d'Australie occidentale et de Victoria préparent leur propre stratégie.

Une mission de l'UICN s'est rendue au Belize, à l'invitation du gouvernement, du 27 novembre au 12 décembre 1982, afin de discuter de la préparation d'une stratégie nationale de conservation. Des réunions ont eu lieu avec des représentants du gouvernement, notamment le premier ministre George Price, et des représentants d'institutions, d'associations et d'organisations non gouvernementales. La situation générale a été examinée, sans négliger les possibilités et les contraintes relatives à l'utilisation et à la préservation des ressources. Vers la fin de la mission, un atelier de deux jours a été organisé au cours duquel les membres de la mission, les représentants du gouvernement et d'autres experts ont pu collaborer à l'élaboration d'une structure de base pour une stratégie nationale.

Au Canada, les lignes directrices pour une stratégie nationale des ressources sauvages ont été approuvées par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement

et des Ressources. La stratégie mondiale de la conservation n'a pas encore été approuvée par tous les ministres provinciaux, cependant, chaque approbation n'est plus jugée indispensable puisque le document a été officiellement accepté par le gouvernement fédéral.

L'université de Antofagasta, au Chili rapporte que parmi ses nombreux projets et programmes environnementaux, elle organise des conférences sur la Stratégie mondiale de la conservation afin de souligner son importance aux yeux des professeurs comme des étudiants.

La Fédération des universités d'Amérique centrale a tenu une réunion fondée sur la Stratégie mondiale de la conservation au Costa Rica, en octobre 1982.

Une stratégie de conservation sub-nationale est en préparation en Tchécoslovaquie pour le bassin fluvial de la Fryšávka. Cette région a été choisie comme aire centrale pour l'application de la stratégie et sera élargie lors d'une seconde phase des travaux. On pense que la première phase prendra fin en 1984 et qu'une étude sera présentée à la 16e session de l'Assemblée générale de l'UICN.

L'UICN attend une confirmation du gouvernement de Fidji qui a demandé son aide pour la préparation d'une stratégie nationale afin de poursuivre les travaux entrepris au cours d'une mission préliminaire de l'UICN.

En Finlande, le livre de Robert Allen «How to Save the World», version vulgarisée de la SMC, a été traduit en finnois par l'Association finlandaise pour la protection de la nature.

La Stratégie mondiale de la conservation a été traduite en chinois et imprimée dans la même présentation que la version originale par le Adsale People de Hong Kong.

En Hongrie, un plan de développement à long terme pour la conservation de la nature a été mis sur pied dans lequel il est envisagé de mettre de vastes étendues de terre sous protection. L'Autorité nationale pour la protection de l'environnement et la conservation de la nature a traduit la Stratégie mondiale de la conservation en hongrois et à la fin de 1983 elle publiera une traduction du livre de Robert Allen, «How to Save the World».

A la demande du gouvernement de l'Inde, le président et le directeur exécutif de la Commission de la planification environnementale/UICN rencontreront des représentants du gouvernement en février 1983 afin de préparer un cadre pour l'élaboration d'une SNC pour l'Inde.

En Italie, le World Wildlife Fund a traduit la SMC de même que «How to Save the World» en italien et prépare une stratégie nationale de conservation. Les travaux de préparation ont commencé en 1981 et la version finale sera terminée vers le milieu de 1983.

Au Japon, la Stratégie mondiale de la conservation sous le titre «Crise de l'environnement terrestre» de même que «How to Save the World» ont été traduits en japonais et publiés l'année dernière.

Le gouvernement de Madagascar et le représentant malgache du WWF ont discuté de la préparation d'une stratégie nationale de conservation. Une mission UICN/WWF prévoit de se rendre à Madagascar en mars/avril 1983 pour discuter plus en détail le problème des stratégies nationales avec les autorités du pays. Des représentants de l'aide technique suisse feront également partie de la mission.

La première étape de préparation d'une stratégie nationale de conservation pour le Népal vient de prendre fin avec la rédaction d'un projet de document de stratégie.

UN PAS VERS L'ADOPTION

Le gouvernement de Nouvelle-Zélande a pris note officiellement de la proposition de stratégie nationale de conservation et a approuvé une série d'actions en vue de son examen final. Avant de préparer le projet de principes final, le gouvernement a demandé à tous les ministères et organes de droit public concernés d'évaluer le document et les réactions du public à son égard.

La décision du gouvernement est jugée opportune car la Nouvelle-Zélande s'engage actuellement dans la mise en valeur — notamment énergétique — de ses ressources naturelles, rapporte le Department of Lands and Survey. Ce ministère qui représente la Nouvelle-Zélande en tant que membre de l'UICN a reçu pour mission de réunir un comité directeur afin de coordonner les différentes évaluations proposées par les ministères et organes de droit public.

M. Jonathan Elworthy, ministre des Territoires, a indiqué que le projet de principes de la stratégie serait probablement publié pour être commenté par la population avant d'être examiné, en dernier ressort, par le gouvernement.



Une des menaces les plus graves pour l'environnement malgache: la méthode du brûlis (tavy). Crédit: P. Virolle

En Pologne, la Stratégie mondiale de la conservation a été traduite en polonais par la Ligue pour la protection de la nature et elle sera disponible vers la fin de cette année.

La mission UICN au Sénégal chargée de discuter des possibilités de préparer une stratégie nationale de conservation et qui devait avoir lieu en décembre dernier a été reportée à avril 1983, après les élections générales sénégalaises de février.

Une Annexe 2 a été ajoutée à la Loi sur la conservation des parcs nationaux et de la nature des Seychelles, stipulant que les trois objectifs principaux de conservation de l'environnement énoncés par la SMC ont été adoptés par le pays. La troisième partie de cette loi a été amendée et précise maintenant que la Commission nationale de l'environnement des Seychelles sera chargée de la réalisation de ces objectifs, dans le cadre de ses fonctions.

LE PRÉSIDENT NOMME UN GROUPE DE TRAVAIL DE LA SNC

Le président Jayewardene du Sri Lanka vient de nommer un groupe de travail pour la préparation d'une stratégie nationale de conservation.

Le groupe de travail présidé par M. Wijayadasa, président de l'Autorité centrale pour l'environnement se compose de directeurs et présidents de divers organismes gouvernementaux tels ceux des ressources naturelles, de la planification nationale et de l'agriculture.

Dans le contexte des programmes de développement accéléré au Sri Lanka, la préparation d'une stratégie nationale de conservation est une nécessité absolue au niveau national précise le secrétariat du président.

Un consultant du CCD s'est rendu au Sri Lanka fin janvier, au moment de l'établissement du groupe de travail afin de discuter des attitudes actuelles, vis-à-vis de la préparation de stratégies nationales.

En Suède, un rapport a été publié sur l'étude «Aide à l'environnement et au déve-

loppement». Cette étude a été conduite par un groupe de travail établi par le Conseil nordique et composé de représentants des départements nordiques de l'environnement et de l'aide au développement. Le rapport indique l'importance des recommandations de la Stratégie mondiale de la conservation et met l'accent sur l'utilisation de la SMC dans ces domaines. Il fait également des recommandations sur la manière d'améliorer la coordination entre les objectifs de la conservation et de l'assistance au développement.

L'Association suédoise pour la protection de la nature a traduit «How to Save the World» de Robert Allen en suédois.

DÉBAT NATIONAL ET SONDAGE D'OPINION

La préparation d'une stratégie de conservation et de développement pour le

Royaume-Uni est en bonne voie. Les huit rapports concernant les aspects généraux, l'industrie, l'urbanisme, la gestion des ressources rurales, les environnements marin et côtier, la position de la Grande-Bretagne sur le plan international, les questions de conscience et d'éducation environnementale de même que le rapport d'ensemble intitulé «Resourceful Britain» seront présentés au Guildhall à Londres, le 8 juin 1983.

La version finale de ces rapports comprendra un résumé des diverses réactions enregistrées au cours d'un débat national sur les objectifs de la SMC. C'est la consultation publique la plus importante et la plus large qui ait jamais été tenue, au Royaume-Uni, sur des questions environnementales.

Parallèlement, le pays de Galles a préparé sa propre SNC intitulée «Cynefin» (en gallois: «sens de la place»). En Ecosse et en Irlande du Nord, des initiatives semblables ont été prises.

En outre, un sondage d'opinion cherchera à déterminer ce que le public britannique connaît et pense des vastes problèmes de conservation et de développement. On aura recours aux media pour publier les résultats de ce sondage et pour attirer l'attention du gouvernement central, des autorités locales, des corps constitués, des syndicats et de l'industrie privée sur la nécessité d'élaborer une pensée systématique concernant l'application des principes de la conservation, de manière à assurer que le développement futur de la Grande-Bretagne se fasse sur des bases plus durables.

Le rapport d'ensemble préparé à la suite d'une mission préparatoire de l'UICN en Zambie, en septembre 1982, a été examiné par des membres choisis des commissions de l'UICN et envoyé au gouvernement de Zambie pour considération. La deuxième mission, prévue à l'origine pour décembre 1982, aura probablement lieu fin mars 1983. □



Agriculture en terrasses à Bali, Indonésie: un mode de gestion traditionnelle des ressources vivantes. Crédit: R. Scott



L'éducation environnementale est indispensable; chaque nouvelle génération doit apprendre l'importance de la conservation. Crédit: M. J. C.



TCHÉCOSLOVAQUIE: Commencer au niveau régional

par H. Lošťáková et V. Vaníček, Commission de l'UICN de la planification environnementale

La «stratégie pour la Fryšávka» est le premier projet tchécoslovaque visant à la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale de la conservation.

Elle a été lancée en 1978, à l'époque où le premier projet de SMC était présenté pour commentaire aux membres et collaborateurs de l'UICN. Au départ, l'équipe de bénévoles chargée du projet se composait d'experts venant de 10 organismes scientifiques mais, vers la fin de 1982, 22 institutions participaient.

Le caractère pluridisciplinaire du groupe s'est traduit par une coopération entre les scientifiques (des écologistes aux médecins, architectes et ingénieurs en passant par les météorologistes et les agronomes), les éducateurs, les artistes, etc.

Le bassin fluvial de la Fryšávka qui s'étend sur 66,5 km² a été choisi pour les raisons suivantes:

- a) Vu sa situation dans le paysage protégé des collines Zdarské, il est déjà, dans une certaine mesure, sous protection; on peut donc entreprendre une planification et une transformation justifiées du point de vue écologique.

- b) Cette région possède des richesses naturelles, esthétiques, culturelles et économiques ce qui donne à la stratégie un caractère multisectoriel.
- c) Comme il s'agit d'un bassin fluvial, le système jouit d'une certaine intégrité sur le plan de l'environnement laquelle peut être analysée dans le but d'établir une corrélation entre les composants individuels.
- d) Les eaux de la Fryšávka pénètrent dans l'aire protégée du lac de barrage Virska qui, dans quelques années approvisionnera en eau potable les habitants de Brno.

La recherche en matière de «conservation pour le développement» et d'«écodéveloppement» est tout particulièrement justifiée. La mise en valeur agricole accélérée — notamment la consolidation et la reconquête des terres — accompagnée d'une disparition progressive de la végétation clairsemée a joué un rôle de premier plan dans la modification de l'environnement local. C'est pourquoi l'intérêt manifesté par les coopératives agricoles concernées et leur participation active au projet sont considérés avec satisfaction.

Au cours d'une étape essentielle de la stratégie, des données scientifiques ont été utilisées pour élaborer les plans d'aménagement du territoire. En Tchécoslovaquie, ces plans remplissent une fonction de coordination pour toutes les activités d'investissement de même que pour le développement des espaces et de l'environnement, sans oublier la conservation.

La première phase prendra fin en 1984. Un projet d'étude détaillé sur la gestion du système en vue du développement économique, social et culturel et de la conservation biologique et esthétique de la région de la Fryšávka sera présenté à la 16^e session de l'Assemblée générale de l'UICN.

Selon une méthode systématique, cette étude évaluera l'état de l'aire d'un point de vue à la fois historique et anticipatif. A l'étape suivante, la zone centrale sera étendue afin que la stratégie s'adresse à la zone protégée de Zdarské Vrchy dans son ensemble.

Dans la seconde phase, la recherche portera sur un territoire de quelque 800 km² et fera appel aux techniques de photographie aérienne et de détection à distance.

La préparation de cette stratégie sub-nationale s'appuiera non seulement sur la SMC mais aussi sur les lignes directrices émises par la Commission de l'UICN de la planification environnementale (CPE) et portera essentiellement sur l'aspect conservation de la santé de l'environnement, mettant l'accent sur l'importance de la santé de l'homme. En conséquence, le resserement des liens de travail entre l'équipe du projet, la CPE/UICN et l'Organisation mondiale de la santé sera fortement encouragé. L'équipe chargée du projet perçoit les problèmes de santé de l'environnement comme le dénominateur commun des activités de conservation et de développement. □



Le bassin du fleuve Fryšávka région aux caractères divers mais intimement liés choisie par la Tchécoslovaquie pour une stratégie sub-nationale de conservation. Crédit: Prof. Vaníček



ZAMBIE: Résoudre les problèmes économiques

La Zambie est un pays en développement confronté à plus d'un problème économique. Le prix du cuivre, ressource d'exportation dont dépend en grande partie l'économie nationale, s'effondre; le prix des importations, comme le pétrole, monte. Le PIB diminue en termes réels de 8 à 10% par an et, par habitant il est à son niveau le plus bas depuis l'indépendance. La plupart des secteurs de l'économie n'arrivent pas à assumer leur part du PIB.

Le Plan annuel pour 1982 en conclut que le futur économique de la Zambie est bien sombre si le secteur des exportations n'est pas diversifié et si la production de produits agricoles et manufacturés n'est pas accrue. Le développement durable de ces secteurs est capital si le pays veut améliorer le niveau de vie de la population.

D'autres secteurs de l'économie zambienne doivent jouer un rôle de soutien important afin que les objectifs du développement soient atteints: l'énergie, les transports, les communications et la construction. Le tourisme est un secteur naissant dont l'avenir n'est pas encore prévisible.

Quelles que soient les voies de développement suivies par ces différents secteurs, ils font d'ores et déjà et continueront à faire pression sur les ressources naturelles, que ce soit d'une manière positive ou négative.

Ainsi, il est évident que dans certaines régions rurales de Zambie, les pratiques agricoles vont parfois à l'encontre des objectifs du développement: érosion des sols, déboisement, dégradation des pâturages et pollution sont autant de problèmes spécifiques qui pourraient menacer la viabilité de la production agricole.

Les conséquences de l'exploitation du cuivre et des activités associées pour l'air, l'eau et le sol de même que les terres perdues qui en résultent touchent indirectement d'autres secteurs d'activité tributaires de ces ressources naturelles. Tout semble indiquer que faute d'entreprendre une action de conservation, les effets dévastateurs de l'exploitation minière s'affirmeront.

Le besoin d'une stratégie nationale de conservation se fait sentir pour associer conservation et développement et trouver des solutions intégrées.

En mai 1980, le ministère zambien des Territoires et des Ressources Naturelles a demandé l'aide et les conseils de l'UICN pour préparer et mettre en oeuvre une stratégie nationale de conservation. En octobre 1982, le sujet a été discuté en plus grands détails par M. Lee Talbot, alors Directeur général de l'UICN et le président Kaunda de Zambie.

En septembre 1982, une première mission a été organisée par le Centre de l'UICN de la conservation pour le développement (CCD), dans le cadre du programme de mise en oeuvre de la SMC financé par le WWF et s'est entretenue avec les autorités sur la préparation d'une stratégie nationale.

Des réunions ont eu lieu avec le gouvernement, des ONG, l'ONU, et des organis-

mes d'aide au développement et les discussions ont porté sur trois thèmes principaux: la portée utile de la stratégie, les thèmes essentiels à inclure et les meilleurs moyens de la préparer.

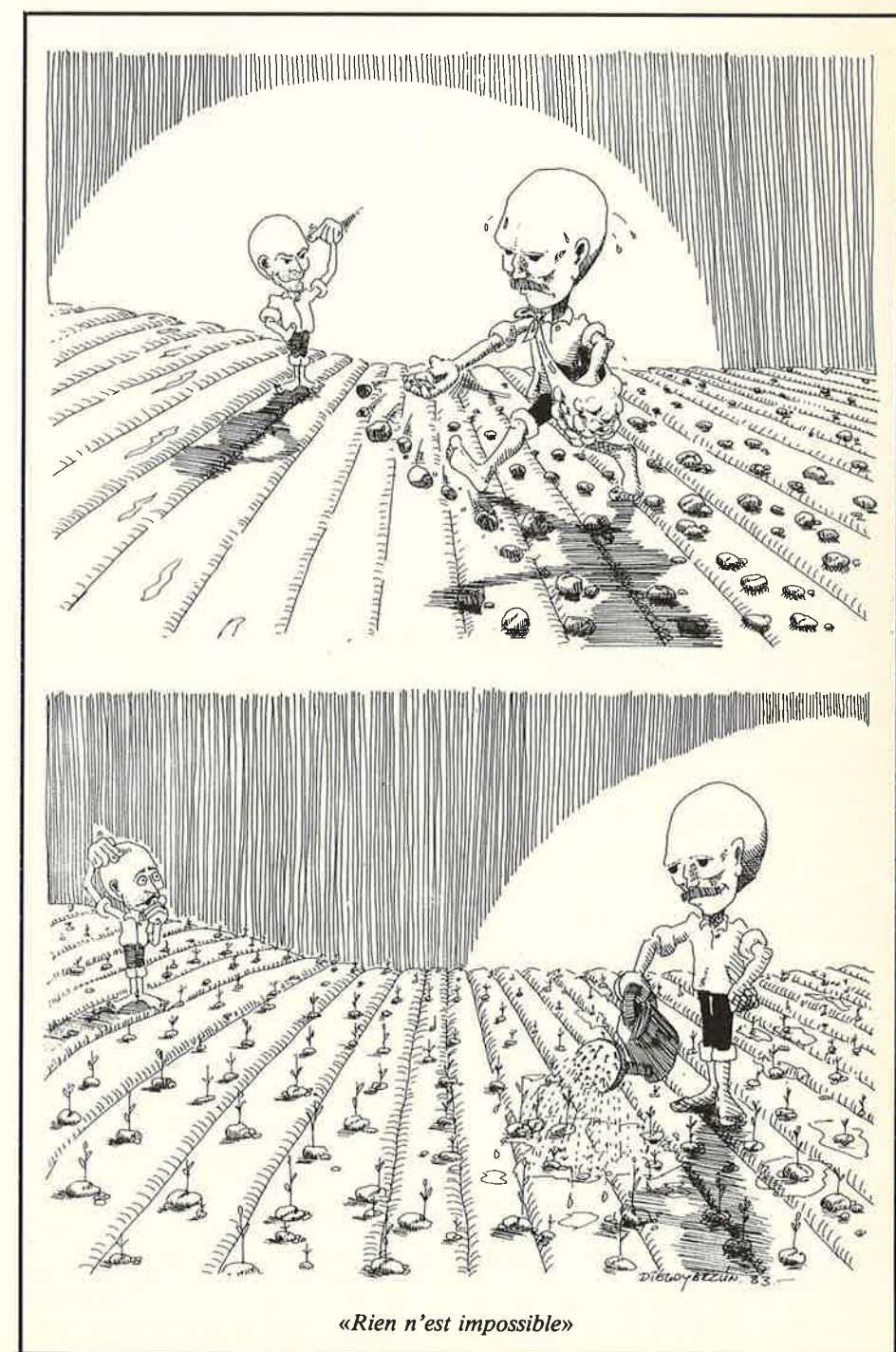
Le chef de la mission, M. John Davidson de la Countryside Commission (Royaume-Uni) et membre de la Commission de la planification environnementale a établi un rapport d'ensemble sur la mission qui a été examiné par des membres choisis des commissions de l'UICN avant d'être transmis pour examen au gouvernement zambien.

Le rapport commande de conduire des études distinctes mais liées, dans le cadre de la préparation de la stratégie, portant sur

des secteurs clés du développement, en particulier les secteurs rural, urbain et industriel afin d'examiner les divers problèmes et possibilités de la conservation.

La deuxième mission en Zambie est prévue pour fin mars 1983; d'ici là, on pense que les exigences logistiques de la stratégie auront été satisfaites.

A partir de là, l'UICN aura pour rôle de fournir un appui technique au gouvernement et aux ONG locales au fur et à mesure des progrès de la stratégie — cet appui technique, coordonné par le CCD est rendu possible par un don de la SIDA (Agence suédoise pour le développement international).



«Rien n'est impossible»



RÉUNIONS EN RAPPORT AVEC LA SMC

APPEL A LA COOPÉRATION

Les représentants d'agences spécialisées des Nations Unies, dont la FAO, le BIT, la CNUCED, le PNUD, l'Unesco et l'ONUDI ont rencontré le 19 novembre 1982 à Genève des représentants de haut niveau du PNUE, de l'UICN et du WWF pour discuter de la mise en œuvre active de la SMC.

La réunion a été axée sur les activités des différentes organisations et sur les possibilités d'établir une coopération inter-agence dans le but de réaliser les objectifs de la SMC.

Une réunion complémentaire sera organisée par le groupe de conservation des écosystèmes (comprenant le PNUE, la FAO, l'Unesco et l'UICN) au siège de la FAO à Rome, les 2 et 4 mars 1983 afin de traiter de l'assistance aux pays en développement dans la préparation de stratégies nationales de conservation.

SÉMINAIRE SUR LA PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un séminaire de cinq jours sur le thème «Planification de l'environnement en vue du développement durable» aura lieu au printemps 1983 au Centre européen de l'université Tufts sur les bords du lac d'Annecy, en France.

Il aura pour objet de rassembler les acteurs principaux des communautés mondiales de l'environnement et du développement dans un examen conjoint des processus de mise en œuvre d'une stratégie de développement reposant sur le concept de l'utilisation durable des ressources renouvelables. Il va de soi que les stratégies nationales de conservation retiendront l'attention générale.

Le séminaire devrait déboucher sur un compte rendu détaillé de la recherche et des actions entreprises dans les conflits entre la conservation et le développement; un élargissement des liens de travail entre les spécialistes dont les intérêts et les points de vue diffèrent vis-à-vis de ces conflits; un soutien accru aux activités spécifiques abordant sous un angle neuf les problèmes de conflits entre conservation et développement.

Le séminaire de 1983 est un premier projet pilote qui inaugure un cycle de cinq ans de séminaires d'été annuels traitant des aspects critiques de la conservation des ressources mondiales. Les activités complémentaires comprendront notamment la diffusion des procès-verbaux et des «communications».

Les séminaires seront organisés et dirigés par le Prof. H. Field, membre de la Commission de la planification environnementale/UICN dans le cadre du département des politiques urbaines et environnementales de l'université Tufts.

Nombreux sont ceux qui, au niveau national, dans le monde de l'industrie et parfois même de la conservation doutent



Participants à la réunion sur la SMC: (depuis le premier rang, de gauche à droite) Lee Talbot, alors Directeur général de l'UICN, Fay Goode (PNUE), Mostafa Tolba, Directeur exécutif du PNUE, Charles de Haes, Directeur général du WWF, R. Dudal (FAO), Mona Bjöklund (PNUE), Mark Halle (WWF), Evloni Bonev (PNUD), Mohamed Kassas, Président de l'UICN, Anders Renlund (PNUE), B. Dieterich (OMS), Francesco di Castri (Unesco), David Munro (PNUE), David Mitchell (WWF), Henrik Beer (PNUE), Robin Clark (PNUE), Michael Cockerell (UICN), S. Padolechia (ONUDI) et Ulf Svensson (PNUE).
Crédit: M. Dépraz

encore de la viabilité du concept de «conservation pour le développement»; toutefois ceux qui demandent comment appliquer le concept de manière durable ne sont pas moins nombreux.

La Commission de la planification environnementale (CPE) répond en peu de mots que «la Conservation pour le développement» peut se faire grâce à la planification environnementale et être consolidée par une gestion appropriée. Planification environnementale et gestion sont les pierres angulaires du mouvement en faveur de la conservation pour le développement et certains facteurs essentiels de la qualité de la vie ne peuvent être améliorés que par l'adoption d'une planification judicieuse de l'utilisation des ressources.

La CPE estime qu'il y a place pour une publication comportant une analyse détaillée du processus de planification environnementale. Pour faciliter la préparation d'un tel document, un atelier se réunira avec l'aide de l'université des Nations Unies, à l'université de Montréal à l'automne de 1983. Un ensemble de rapports de consultants seront examinés à la réunion qui aboutira à la publication d'un ouvrage de référence sur la planification environnementale.

CONFÉRENCE SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SMC

Au cours de discussions avec la *Canadian Wildlife Federation*, importante ONG canadienne et avec les dirigeants de l'UICN, du WWF et du PNUE, M. David Munro, membre de la Commission de la planification environnementale (CEP) et ancien directeur général de l'UICN, a émis l'idée d'organiser une conférence sur la mise en œuvre de la SMC, telle qu'elle se

traduit dans la préparation des stratégies nationales de conservation. La Conférence pourrait avoir lieu au Canada en 1985.

La conférence, tout en servant de forum pour un échange d'informations et de plans sur la préparation de stratégies de conservation régionales, nationales et sub-nationales, permettra un examen public des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'autres recommandations de la SMC et, plus particulièrement, de celles qui ont trait à l'élaboration et à l'application de lois internationales de conservation de même que dans l'adoption d'autres mesures pour une gestion améliorée des ressources vivantes des océans et de l'Antarctique. La coopération «nord-sud» en matière de conservation, notamment l'assistance aux pays du tiers monde pour leur développement tenant compte de la conservation, sera également au cœur du débat.

La proposition a été portée à l'attention du Conseil de l'UICN lors de sa 12^e réunion en novembre 1982. Le Conseil a officiellement décidé que l'UICN pourrait coparrainer cette conférence et que la CPE participerait à sa préparation au nom de l'UICN.

La rédaction de la *Stratégie mondiale de la conservation à l'œuvre* est assurée par le CCD (UICN) et paraît en supplément du Bulletin de l'UICN, dans le cadre du Plan d'action de la Stratégie financé par le WWF. Ce supplément est publié avec chaque édition du Bulletin. Pour tous commentaires, renseignements ou questions, contacter: SMC à l'œuvre
Centre mondial de la conservation
1196 Gland, Suisse.

MAINTENIR L'ÉQUILIBRE

Pour les groupes concernés par la population ou par la conservation se pose un problème préoccupant: comment maintenir l'équilibre entre les besoins de l'homme et la capacité de la nature à prodiguer ses richesses.

Madame Aziza Hussein, présidente de la Fédération internationale de la planification familiale (IPPF) et M. Mohamed Kassas, président de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) ont récemment discuté du rôle respectif de leurs organisations et de leurs préoccupations communes, dans le cadre d'une interview spéciale pour l'IPPF.

MK: Le mouvement mondial en faveur de la conservation est vieux de plusieurs générations même si l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources est née en 1948 seulement. Au début, le mouvement émanait d'une volonté protectionniste: les gens avaient à cœur la survie d'espèces animales et végétales belles et rares. Cependant, en venant à maturité et en s'élargissant, le concept de protection s'est mué en concept de conservation. Le changement de philosophie est radical: il s'agit désormais d'harmoniser les besoins légitimes des peuples et la capacité de la nature à prodiguer ses richesses.

AH: La Fédération internationale de la planification familiale a été fondée à Bombay, en 1952. Pays après pays, par l'intermédiaire de ses associations membres, autonomes et indigènes, l'IPPF a cherché à persuader les gouvernements de créer des services de planification familiale ouverts à tous, si ce n'est pour des raisons de démographie, du moins pour la cause des droits de l'homme et la santé des mères et des enfants.

Les premières années de l'IPPF ont été marquées par la lutte pour le droit à la contraception. On s'était enfin rendu compte que le taux de fertilité était aussi soutenu qu'avant les grands progrès de la médecine - l'équilibre était rompu entre le nombre d'êtres humains et la quantité de ressources disponibles. L'approvisionnement de tous ces gens posait des questions économiques et politiques. Les gouvernements avaient un rôle important à jouer et de nouveaux horizons s'ouvrirent.

Aujourd'hui, la planification familiale occupe une place fondamentale vis-à-vis de la santé de la mère et de l'enfant, du développement social, de la condition féminine, du futur des jeunes générations et de la qualité de la vie de communautés entières. A mon avis, c'est là, dans l'intérêt que nous portons aux êtres humains, aux moyens de freiner la fertilité pour que chacun ait sa part des ressources mondiales, que se croisent nos chemins.

MK: Nos organisations, l'Union et la Fédération s'intéressent principalement à deux choses: 1. la survie de l'humanité et 2.

la responsabilité éthique et morale d'une génération envers les générations encore à naître. Le mouvement de la conservation se sent concerné par la survie de l'humanité et survie signifie dépendance par rapport aux ressources. Nous voulons préserver la santé des écosystèmes dont l'homme est tributaire. Tout citoyen conscient doit se sentir engagé à maintenir l'équilibre entre les besoins de la population et la capacité de la



Mme Aziza Hussein, présidente d'IPPF

Crédit: IPPF

nature, de l'environnement, des écosystèmes à les satisfaire. C'est en ce sens que nous devons oeuvrer de concert à la survie de l'homme. Le problème a aussi une dimension éthique: notre responsabilité envers nos enfants. Voulons-nous leur laisser une nature diversifiée? Voulons-nous leur laisser des forêts sans oiseaux? Voulons-nous leur laisser une terre stérile? Voilà quelle est notre responsabilité. Nous, dans le mouvement pour la conservation, nous devons maintenir l'équilibre, protéger la fertilité des systèmes de production. Mais de votre côté vous devez nous dire comment stabiliser les chiffres de la population.

AH: J'ajoute que la croissance démographique est un des symptômes les plus criants du déséquilibre et l'un des plus terrifiants.

MK: En comparant l'Europe de l'Ouest et l'Afrique, on constate que la croissance démographique est de l'ordre de 0,4% en Europe et voisine de 3% en Afrique. Le développement social est la clé du problème. Dans la plupart des pays du tiers monde, les femmes ne sont pas encore émancipées et la population croît parce que les femmes pensent qu'il est de leur devoir de procréer. L'émancipation de la femme se fera par l'éducation et le développement social. Nous devons prendre le problème à la racine afin de motiver les femmes. C'est ainsi que nous assurerons le triomphe de la planification familiale et que nous maintiendrons l'équilibre. C'est le rôle de l'éducation.

AH: Dans le domaine de l'éducation, vos objectifs complètent les nôtres. Vous cherchez sans doute à éduquer la partie de la population qui se sent le plus responsable vis-à-vis de la nature. Nous devons nous occuper des plus démunis. Parfois, les enfants sont pour eux un moyen de survie.

Nous ne pouvons donc pas aller vers les peuples du tiers monde avec le seul argument de la planification familiale. Le message doit être inscrit dans un contexte qui les aide à comprendre que nous pouvons subvenir à leurs besoins de base. Le message doit être rationnel et adapté aux objectifs et aux besoins légitimes de ces gens.

MK: Je crois que cela nous amène à nos objectifs. Lorsque l'Assemblée générale de l'UICN s'est réunie à Ashkabad, en 1978, elle a examiné le premier projet d'un document important, la *Stratégie mondiale de la conservation*. Pour l'Assemblée, il était clair que le projet ne tenait pas suffisamment compte du problème de la population et elle donna instruction à ses experts de le revoir afin de mieux prendre en considération l'impact de la population sur les écosystèmes. Lorsque l'Assemblée générale se réunit à Christchurch, Nouvelle-Zélande, en octobre 1981, une résolution spéciale fut adoptée qui appelait l'Union et la Fédération à oeuvrer de concert. La résolution invitait précisément l'UICN à coopérer avec l'IPPF afin de préparer des projets de terrain communs démontrant que l'on peut mener de front la conservation de l'environnement, l'utilisation durable des ressources et la planification familiale.



M. Mohamed Kassas, président de l'UICN

Crédit: J. Hamand/IPPF

C'est ce dont nous avons aujourd'hui besoin. Nous devons trouver un domaine (voire des domaines) dans lequel nous puissions mener des projets en commun afin d'étudier les problèmes délicats de l'individu, de la famille, de la société entière, la capacité de charge des écosystèmes et la survie des espèces. Nous sommes convaincus de pouvoir démontrer qu'en protégeant la santé et la fertilité des ressources nous pourrions fournir les biens de base nécessaires à l'individu, à la famille, à la communauté. Nous pouvons aussi assurer les besoins à long terme de la communauté prise au sens des générations encore à naître. Dès que nous aurons démontré cela, il nous faudra nous adresser au monde en un message commun et déclarer: «Il est possible et dans l'intérêt des peuples d'associer les questions de population et de conservation de la nature». Voilà ce que nous voulons faire.

PLEINS FEUX

LE MASSACRE DES ESPÈCES

L'homme partage son habitat terrestre avec cinq à dix millions d'espèces animales et végétales qui disparaissent à raison d'au moins une par jour. D'ici la fin du siècle, un million d'espèces auront ainsi disparu. Leur extinction sera sans doute suivie de bien d'autres pendant le temps nécessaire pour l'établissement d'un équilibre écologique entre l'homme et son environnement. Norman Myers examine ci-dessous les causes complexes de ce massacre.

Presque toutes les extinctions d'espèces animales et végétales peuvent être attribuées à la perte de l'habitat et à la dislocation par l'homme des systèmes de soutien de la vie. Bien sûr, l'homme a toujours chassé certains animaux à l'excès, mais ce genre d'attaque est beaucoup moins grave que les agressions indirectes causées par la destruction de l'espace vital des espèces. Nous avons là une question clé. L'impact de l'homme sur les autres espèces vivantes est-il surtout dû à l'accroissement du nombre des humains? Ce n'est pas là spéculation futile. Si nous ne pouvons pas identifier les causes fondamentales du déclin des espèces, nous ne découvrirons pas la manière de résoudre le problème.

Examinons en premier lieu la question de l'accroissement des humains. Il est évident qu'un tel accroissement laisse de moins en moins de place aux tigres, aux tarentules, aux papillons, aux aigles, aux grenouilles et aux lucioles. A mesure que le nombre des humains augmente, les autres espèces vivantes sont graduellement éliminées de notre planète.

Laissez-moi vous donner quelques exemples. Le Kenya possède certains des plus gros animaux du globe. On peut, en une matinée, voir dans ses réserves des éléphants, des lions, des guépards, des buffles, des girafes, des zèbres et des gnous. Pourtant, deux au moins des trois plus grandes réserves naturelles du pays risquent d'être «rognées» à cause du besoin de terres des paysans.

Le problème vient de ce que le Kenya a aussi 18 millions d'habitants et de ce que ce nombre s'accroît de 4 pour cent par an. Cette charge d'humains cause déjà l'écroulement du système de soutien de la vie — des communautés humaines et des espèces animales. On estime en outre que la population du pays pourrait atteindre 109 millions d'ici au début du 22^e siècle.

Elle n'atteindra jamais ce chiffre parce que le Kenya ne possède pas l'espace vital nécessaire pour nourrir un tel effectif avec les niveaux actuels et futurs de la technologie. Si l'effectif humain n'est pas rapidement limité par la planification familiale, il sera rapidement limité par un accroissement des taux de mortalité — et rien ne menace autant la vie de la nature que des paysans affamés.



La disparition générale des forêts et des espèces qu'elles contiennent se fait à un tel rythme qu'il restera peu de forêts d'ici un demi siècle. La demande croissante en bois de feu en est une des causes comme le démontre ce fourneau au Niger. Crédit: Mark Edwards/IPPF



La salle des ivoires de Mombasa, Kenya, en 1960 illustre le massacre des espèces.

Crédit: P.R.O. Bally

Anxieux d'assurer la conservation de ses sites, le gouvernement kenyan pourrait en arriver à poster des askaris armés tout autour de ses parcs sans pour cela réussir à tenir les hordes affamées à distance. Dans une telle situation, nous ne pouvons guère être optimistes quant à la survie des espèces animales du pays.

Dans d'autres parties de l'Afrique noire, le taux de croissance démographique augmentent de la même façon. Plusieurs pays ont déjà atteint des chiffres de 3,3 pour cent par an et semblent prêts à suivre l'exemple du Kenya. A quelques exceptions près, il semble qu'il y ait un conflit entre les humains et les autres espèces naturelles, et qu'il n'y aura qu'un seul vainqueur.

Si l'on passe à l'Asie, l'île de Java, avec sa superficie de 130.000 kilomètres carrés — à peu près la moitié de celle de la Grande-Bretagne — compte 95 millions d'habitants dont presque tous vivent de la terre. Il est donc facile de comprendre pourquoi le rhinocéros de Java a été repoussé dans un coin reculé de l'île et pourquoi les tigres seront certainement éliminés.

De nombreuses autres parties de l'Asie sont également fortement peuplées, sinon surpeuplées. Si l'on laisse de côté le cas de la Chine et du sous-continent indien, avec leurs vastes populations, nous pouvons considérer que les Philippines, la Thaïlande, les trois pays de l'Indochine et la péninsule Malaise s'efforcent déjà de nourrir plus de bouches qu'elles ne peuvent le faire étant donné les contraintes de la technologie moderne et les contextes politico-économiques. L'est de la Malaisie (Sarawak et Sabah), la Birmanie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont par contre des populations peu élevées et il semble que l'on puisse entretenir plus d'espoir pour les espèces animales.

En Amérique Centrale et aux Antilles, toutefois, la situation est plus inquiétante. Un grand nombre d'animaux et de plantes ont déjà disparu et bien d'autres sont menacés, en premier lieu à cause du surpeuplement humain.

Cette situation démographique n'est d'ailleurs pas l'apanage des pays en développement. Le long des rivages nord de la Méditerranée, quelques 100 millions de touristes causent une massive pollution de la mer, des rivières qui s'y déversent et des zones côtières avec leurs terres humides habitées par des myriades d'espèces animales. La pollution menace un grand nombre d'oiseaux, de reptiles, d'amphibies, d'insectes et de plantes.

La majorité des extinctions se produisent toutefois dans la même zone écologique, celle des forêts tropicales humides. Bien que ces forêts ne couvrent que 7 pour cent de la surface terrestre du globe, elles contiennent les deux tiers de toutes les espèces animales et végétales.

Les forêts vierges disparaissent surtout à cause des 250 millions de petits fermiers — environ un humain sur 20. Un grand nombre de ces fermiers se sont graduellement avancés dans les forêts parce qu'ils ne peuvent pas piocher ailleurs. Et leur nombre s'accroît presque aussi rapidement que celui de la population; d'où la destruction à grande échelle des forêts et des espèces qu'elles contiennent. Si la destruction se poursuit au rythme actuel, dans 50 ans tout aura disparu. Les paysans prennent aussi la direction des forêts parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens de gagner leur vie.

Dans les autres régions de certains des pays en question — la Thaïlande, les Philippines, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Kenya, le Pérou, le Guatemala et le Mexique — les terres arables sont assujetties à de telles pressions que les populations les plus pauvres sont forcées de quitter les régions agricoles établies. Pourtant, si elles étaient mieux utilisées, les terres pourraient nourrir un plus grand nombre de personnes, ce qui arrêterait la migration vers les forêts. Mais les gouvernements et les agences d'aide mettent tous l'accent sur le développement de l'industrie et des communautés urbaines plutôt que sur celui de l'agriculture.

Un autre facteur joue un rôle encore plus important. A cause de la répartition inéquitable des terres arables, quelques riches propriétaires possèdent de vastes domaines qu'ils ne peuvent pas cultiver. En Amérique Latine, en particulier, une répartition plus rationnelle des terres limiterait rapidement les pressions exercées par les paysans sur les forêts.

Bien entendu, à long terme, il ne fait pas de doute que la croissance démographique doit être réduite jusqu'à ce qu'elle se stabilise à zéro — et cela le plus rapidement possible. Mais même avec une pratique étendue de la planification familiale, une telle stabilisation demandera plusieurs décennies. La pénurie de terres est déjà si considérable que, si des programmes de régulation des naissances ne sont pas associés à des programmes de développement rural et de réforme foncière, le nombre actuel des fermiers des forêts — 250 millions — aura peut-être bien doublé avant que la croissance démographique ne soit arrêtée, avec la menace d'une disparition complète d'un grand nombre de zones forestières.

Il y a donc là un nouveau facteur. L'espace vital des espèces animales et végétales n'est pas seulement détruit par le niveau élevé des effectifs humains, mais aussi par la manière dont les hommes utilisent leur base de ressources. Depuis 1949, la Chine a largement réussi à arrêter l'érosion du sol et l'expansion du désert, à améliorer sa couverture forestière et à rendre leur habitat à certaines espèces animales et végétales tout en ralentissant sa croissance démographique et en améliorant les conditions de vie de son peuple.

Examinons maintenant une autre facette du problème. Les communautés qui cau-

sent les plus grands dommages à l'environnement sont les plus pauvres qui n'ont pas d'autre possibilité et les plus riches qui consomment à l'excès. Bien que les 700 millions d'habitants de l'Inde surexploient les systèmes de soutien de leur pays, les Indiens ne consomment en moyenne que le quinzième de l'énergie utilisée par les Américains — et il en est de même en ce qui concerne le bois, la viande et une variété d'autres produits dont la production exerce des pressions sur les forêts, les pâturages et les autres zones écologiques.

Aux Etats-Unis, l'appétit insatiable de la population pour les biens matériels est le facteur critique du déclin du furet à pieds noirs, du condor de Californie et du crapaud de Houston; et à l'extérieur des Etats-Unis, la même soif de consommation cause la disparition de myriades d'autres animaux dont les habitats sont détruits à cause du mode de vie américain. Les forêts d'Amérique Centrale sont par exemple brûlées pour être remplacées par des pâturages destinés à l'élevage des bœufs pour l'industrie des «hamburgers» au nord du Rio Grande.

C'est la consommation excessive des Américains du Nord plutôt que la fécondité excessive de ceux de l'Amérique Centrale qui est le principal facteur de la disparition des forêts de cette région au cours des 25 dernières années. Les forêts bénéficieraient bien entendu de l'élimination de l'un ou l'autre de ces deux facteurs, mais il convient de bien déterminer les responsabilités.

Certains problèmes ne sont pas dus simplement au nombre des humains. L'endroit où ces humains choisissent de vivre a aussi son importance. En d'autres termes, le problème n'est pas seulement un problème démographique, mais aussi un problème économique, social, culturel et politique; ce qui le rend encore plus complexe, encore plus difficile à résoudre — et plus humain.

Mais c'est là que se trouve le meilleur espoir. Si nous pouvons mobiliser la bonne volonté requise à une échelle suffisante, il ne fait pas de doute que nous réussirons rapidement à ralentir l'extinction des espèces animales et végétales. Mais les citoyens du monde et leurs dirigeants peuvent-ils unir leurs efforts avec l'urgence nécessaire? Si l'on considère les résultats médiocres obtenus par la conférence des Nations Unies pendant les années 70, la réponse est négative.

Laissez-moi cependant vous rappeler les succès: en matière de politique internationale de l'environnement, par exemple, le plan qui vise à éliminer la pollution de la Méditerranée est source d'espoir. Mais nous pouvons être certains d'une chose: à savoir que nous ne réussirons à sauver les espèces animales et végétales que si les deux facteurs — l'accroissement de l'effectif humain et celui des aspirations humaines — sont stabilisés. Ces deux facteurs sont critiques car «Nous n'avons qu'une Terre». □

PLEINS FEUX

POPULATION ET DÉSERT

Près du quart de la surface des terres du monde est menacé par la désertification; et l'accroissement de l'effectif des populations qui tirent une maigre pitance des sols fragiles joue un rôle important dans ce processus. Jon Tinker, directeur de l'agence de l'environnement Earthscan, décrit ci-dessous les causes humaines de la désertification — et certains des efforts faits pour changer cette évolution.

Il y a dix ans, la terrible sécheresse du Sahel était à son apogée. Et personne ne connaît exactement le nombre de ses victimes.

Il y a cinq ans, la Conférence des Nations Unies sur la désertification a souligné que la sécheresse du Sahel était en grande partie causée par les humains: par le déboisement, le surpâturage et l'excès de culture, c'est-à-dire par un trop grand nombre d'individus exerçant de trop fortes pressions sur un environnement fragile.

La désertification n'est pas limitée au Sahel, cette mince bande de terres semi-arides qui s'étend au travers de l'Afrique à la limite sud du Sahara. Dans le monde entier, quelque 30 millions de kilomètres carrés — soit plus de 20 pour cent de la surface terrestre du monde — et les 80 millions qui y vivent — sont directement menacés par la désertification. Les terres arides ne sont pas fortement peuplées, mais la régulation de la population y est cruciale, parce qu'un petit nombre d'individus peut avoir un énorme impact sur le fragile environnement et parce qu'il est plus difficile d'accroître la production des sols pauvres pour pouvoir nourrir de plus grandes communautés.

La population des pays du Sahel (Tchad, Niger, Mali, Haute-Volta, Mauritanie, Sénégal, Gambie et îles du Cap-Vert) s'accroît de 2,5 pour cent par an, tandis que la production alimentaire n'augmente que de un pour cent par an.

Dans les villes, la croissance est encore beaucoup plus rapide. La population de Niamey, capitale du Niger, qui était de 138 000 en 1975 et 207 000 en 1980, atteindra 808 000 en l'an 2000. Mais dans la capitale, 90 pour cent des familles utilisent du bois à brûler pour la cuisine. Des arbres sont plantés dans tout le Sahel, mais pas assez rapidement pour faire face à la situation.

Il existe deux approches rivales: l'adoption d'une sylviculture industrialisée et la création de bois «par les masses». La Banque mondiale soutient les deux options.

A cinquante kilomètres au sud de Niamey, à Namardegongou, la Banque mondiale a aidé à créer une vaste plantation irriguée d'eucalyptus. La plantation exige un nombreux personnel ainsi que l'emploi d'experts et d'une technologie intensive. Elle a aussi été établie sur de bonnes terres agricoles, mais devrait produire du bois à brûler très rapidement.

La ville de Bouza, dans le sud du Niger, est un bon exemple de ce qui peut être fait. Chaque rue est bordée d'arbres et la ville

est rapidement encerclée de petit bois denses. Dans la vallée voisine de Majjia, la plantation d'un brise-vent de 250 kilomètres persuade aussi un nombre croissant des paysans les plus prospères de planter des arbres et de créer des pépinières.

Le déboisement n'est donc pas encore arrêté, mais certains projets pilotes montrent bien qu'il pourrait l'être.

La seconde cause de la désertification, le surpâturage, pose un problème encore plus difficile. Traditionnellement, les pasteurs nomades qui font paître leurs animaux sur les maigres pâturages à la limite du désert accroissent l'effectif de leurs troupeaux pendant les bonnes années pour faire face aux périodes de sécheresse. Mais au cours des dernières décennies, cinq facteurs se sont associés pour aggraver la situation.

En premier lieu, la croissance démographique parmi les nomades eux-mêmes s'est traduite par un accroissement à la fois de



Frange du désert, montagnes de l'Aïr, Niger
Crédit: John Newby/WWF

leur nombre et de celui de leurs animaux. En second lieu, un grand nombre de nomades ont pris la direction du sud et des villes, où certains occupent maintenant un emploi lucratif dans les services gouvernementaux; et beaucoup investissent leurs gains dans les troupeaux familiaux. En troisième lieu, la science vétérinaire a réduit la mortalité des animaux. En quatrième lieu, le forage accru de puits permet l'existence d'un nombre d'animaux supérieur à celui que les pâturages peuvent nourrir en période de sécheresse.

Et en cinquième lieu, la croissance démographique dans la zone agricole moins aride qui borde les pâturages a créé un besoin toujours plus grand de terres et les communautés agricoles ont impitoyablement empiété sur les pâturages.

Le nombre toujours plus élevé d'animaux sur des terres d'une superficie toujours plus limitée a abouti au surpâturage, qui a pris de sérieuses proportions dans certaines zones. Pendant la sécheresse de 1968-73, de 80 à 90 pour cent des animaux sont morts de faim — et non pas de soif — dans certaines régions, après avoir transformé les pâturages en vastes étendues de sable.

Le contrôle de l'effectif des troupeaux est l'objectif commun de la plupart des programmes sahéliens concernant les pâturages. La Conférence sur la désertification a proposé un concept ingénieux, décrit sous le nom de «stratification», qui consiste à

élever les animaux dans la zone aride, à les engraisser dans la zone semi-aride, et à les amener vers les villes du sud et les villes côtières pour la consommation. De plus petits troupeaux, un meilleur rendement et de meilleurs marchés — telle est la théorie.

La troisième cause de la désertification, l'excès de culture, est le problème le plus difficile de tous. Dans le Sahel, l'agriculture n'est vraiment possible que là où la pluviosité dépasse 400 mm par an. Et même dans ce cas, des périodes de jachère sont nécessaires. Mais les populations continuent à s'accroître tandis que la superficie des terres reste la même.

En conséquence, la jachère est abandonnée et les fermiers empiètent de plus en plus sur la zone de pâturages du nord, cultivant un sol trop aride pour produire régulièrement des récoltes — un sol qui doit être laissé en pâturages pour rester productif.

Dans les deux cas, le résultat est le même. Le sol devient plus sec et plus sablonneux et finit par être emporté par le vent. Les rendements diminuent.

On peut bien entendu obtenir un rendement plus élevé par l'utilisation de plus grandes quantités d'engrais et de pesticides, de tracteurs au lieu de hoes, de meilleures semences.

En outre, les gouvernements sahéliens dépendent des villes pour leur survie. Aussi doivent-ils maintenir le coût de la nourriture au niveau le plus bas possible. Les paysans tirent donc peu de bénéfices de la vente de leur mil ou de leur sorgho et s'efforcent simplement d'assurer la survie de leur famille pendant les périodes de sécheresse, ce qui devient chaque année plus difficile.

Les agences d'aide étrangères (groupées sous le nom de Club du Sahel) et les gouvernements sahéliens (par le canal de leur agence inter-Etats, le Comité interministériel de lutte contre la sécheresse au Sahel) ont reconnu que le premier objectif du développement du Sahel était celui de l'auto-subsistance alimentaire. Ce qui signifie qu'ils doivent aider l'agriculture. Mais l'aide monétaire accordée aux zones rurales est relativement faible. Le Niger, qui alloue de 20 à 25 pour cent de son budget au développement rural, est fier de faire mieux que la plupart de ses voisins. Il est aussi généralement reconnu que le soutien des cultures de subsistance pour les populations locales est plus important que celui des cultures de rapport pour l'exportation.

Mais personne n'a décidé de la manière d'aider l'agriculture de subsistance lorsque le bénéfice des cultures alimentaires est pratiquement nul, et en particulier lorsque toute hausse du prix des denrées est considérée comme politiquement impossible.

A long terme, les populations ne peuvent pas continuer à s'accroître au-delà de la capacité de la terre de les nourrir.

Mais les perspectives à long terme ne veulent pas dire grand-chose pour le Sahel. Avoir survécu pendant la dernière décennie sans un nouveau désastre est déjà un succès.



Dans le Tiers monde, le bois est souvent brûlé plus vite qu'il ne peut être remplacé.

Crédit: Mark Edwards/IPPP

FORÊTS: LES FORCES DE DESTRUCTION

En 1980, 1,2 milliard au moins des habitants du tiers-monde utilisaient plus de bois à brûler que la nature ne pouvait en produire, ce qui indique bien l'ampleur de la destruction des forêts tropicales du monde et l'impact des pressions démographiques. Dans l'article ci-dessous, Duncan Poore, professeur de science forestière à l'Université d'Oxford et directeur de l'Institut de sylviculture du Commonwealth, décrit la situation et évalue l'importance relative des diverses causes du déboisement.

Récemment encore, les estimations du taux de destruction des forêts tropicales variaient considérablement, avec des chiffres de 6 millions à 25 millions d'hectares par an. Les principales causes de cette destruction sont bien connues: la culture itinérante, l'implantation spontanée d'établissements humains, le développement agricole, la coupe de bois pour les besoins domestiques, le surpâturage, les incendies, l'exploitation commerciale, l'urbanisation et le commerce de la viande en Amérique du Nord. Mais on ne possédait pas suffisamment d'informations pour évaluer l'importance relative des divers facteurs.

Nous sommes maintenant bien mieux placés. En 1982, la FAO a en effet publié les résultats d'une étude exhaustive des changements de la couverture forestière dans les 76 pays formant 97 pour cent de la superficie totale des pays tropicaux.

Certains points sont d'une importance cruciale. Il existe dans les tropiques de nombreux types de forêts, allant des forêts tropicales humides des régions équatoriales aux savanes boisées des régions semi-tropicales et subtropicales. Ces différents types de forêts ne peuvent pas être considérés comme formant un tout. La collecte du bois à brûler n'est pas un problème dans les forêts équatoriales, pas plus que l'exploita-

tion commerciale dans les savanes; et toutes deux peuvent co-exister dans les forêts intermédiaires. L'étude de la FAO couvre toutes les terres boisées (c'est-à-dire celles qui ont une couverture forestière de plus de dix pour cent) dans les 76 pays, mais distingue entre les types de forêts.

Il faut aussi définir ce que l'on entend par l'expression «destruction des forêts». L'impact de l'exploitation commerciale dépend de la quantité de bois coupé et de la manière dont l'opération est conduite. Mais les forêts ainsi exploitées restent des forêts et, si on le leur permet, se régénèrent avec le temps. En termes de destruction forestière, le plus grand danger de l'exploitation commerciale est qu'elle ouvre l'accès aux forêts et peut être suivie de l'installation spontanée d'établissements humains.

La forêt est détruite pour toujours lorsqu'elle est victime d'un cycle excessivement court de culture itinérante avec l'alternance de la production de récoltes et la jachère forestière, ou lorsqu'elle est pour toujours perdue au profit de l'agriculture, du développement urbain ou autres. Une dégradation plus insidieuse encore se produit dans les forêts les plus sèches et dans les montagnes. Là, l'abattage excessif amène la disparition progressive de la couverture forestière, qui est aussi souvent accélérée par le surpâturage et le brûlage.

La situation est extrêmement complexe. De nombreux types de forêts sont assujettis à une grande diversité d'influences, qui conduisent les unes à leur complète destruction, les autres à leur modification et les troisièmes à une dégradation progressive.

Pour compliquer encore les choses, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre et même au sein d'un même pays selon le sol, l'accessibilité, la valeur marchande des arbres et autres facteurs.

Tenant compte de tous ces faits, les auteurs de l'étude estiment que, dans les 76 pays, la superficie totale des terres boisées naturelles atteignait presque 3 milliards d'hectares à la fin de 1980 et qu'elle était composée de 1,2 milliard d'hectares de taillis sous futaie, 730 millions d'hectares de haute futaie, 620 000 hectares de taillis et 410 000 hectares de jachère forestière affectés par la culture itinérante.

Les changements prévus entre 1980 et 1985 sont les suivants:

- abattage des taillis sous futaie, surtout pour la culture itinérante: 7,5 millions d'hectares par an;
- abattage des hautes futaies: 3,8 millions d'hectares par an; et
- abattage sélectif: 4,4 millions d'hectares par an.

Le taux de destruction est égal à la somme des deux premières catégories, soit 11,3 millions d'hectares par an ou 0,58 pour cent de la superficie totale des forêts. Le taux d'établissement des nouvelles plantations ne sera que d'environ 1,1 million d'hectares par an.

De façon générale, tous ces changements — abattage, déboisement, dégradation — sont liés à l'accroissement de la population et de la demande. En ce qui concerne l'accélération de l'exploitation commerciale au cours des 30 dernières années (les exportations de bois durs tropicaux ont augmenté de près de quinze fois entre 1950 et 1980), la demande du Nord industrialisé a coïncidé avec le besoin de devises étrangères des exportateurs. Dans les pays importateurs, la croissance de la consommation par tête a joué un rôle plus important que

Suite en page 26

l'accroissement de la population; parmi les exportateurs, les deux facteurs ont contribué à la situation. Mais, bien conduite, l'exploitation commerciale n'aboutit pas en elle-même au déboisement.

Le développement des plantations de forêts complique aussi le tableau; il aboutit en effet au remplacement des forêts naturelles par quelque chose de tout à fait différent — par la production de bois à un rythme dix fois plus rapide. Ces plantations contribueront dans une grande mesure à satisfaire la demande de l'avenir et à réduire les pressions sur les forêts naturelles.

Les causes les plus importantes de la destruction des forêts sont de beaucoup l'extension de l'agriculture (planifiée ou non), la dégradation progressive provoquée par l'abattage excessif des arbres pour la production de bois à brûler, le surpâturage et les incendies. La FAO estime que 7,5 millions d'hectares de taillis sous futaie et 3,87 millions d'hectares de haute futaie sont actuellement détruits pour l'extension de l'agriculture, souvent sur des terres pauvres et marginales. Cette situation affecte tous les types de forêts — parfois à cause de l'accroissement de la population locale comme aux Philippines ou d'une migration spontanée à la recherche de terres comme sur les versants orientaux des Andes en Colombie.

La destruction par la dégradation est plus difficile à estimer et affecte surtout les zones sèches de taillis sous futaie et de futaies. Les chiffres qui concernent le bois à brûler sont horribles: en 1980, 112 millions de personnes vivaient dans des régions de pénurie aiguë de bois à brûler et 1.283 millions pouvaient à peine faire face à leurs besoins minimums et utilisaient ce bois plus rapidement qu'il n'était possible de le remplacer.

Il ne fait pas de doute que les effets de la pénurie de terres et la nécessité de trouver du bois à brûler et des terres pour la pâture résultent des pressions démographiques.

Il est donc clair, d'après les chiffres de la FAO, qu'il existe dans la plupart des cas des rapports directs entre la superficie des forêts détruites (et menacées) et la densité de la population agricole. L'urbanisation n'est pas aussi étroitement associée au déboisement. Dans les zones où la densité de la population agricole est faible, comme en Afrique centrale, dans le centre de l'Amazonie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la forêt est moins menacée que, par exemple, en Amérique Centrale et en Afrique Occidentale. L'Asie du Sud est l'exception qui nous permet quelque espoir. Dans cette région, la gestion intensive des forêts, la sylviculture communautaire et l'agriculture intensive de haute qualité ont en effet permis à une plus forte population rurale de vivre avec une destruction forestière plus limitée.

Mais si l'on considère les pays des tropiques dans leur ensemble, le déboisement causé par le surpeuplement soulève des problèmes d'une envergure bien supérieure à la capacité de la plupart des gouvernements d'y trouver une solution. □

La biosphère est le système de soutien de la vie humaine — mais de combien de vies? Cette question n'est examinée sérieusement que depuis une vingtaine d'années. Deux facteurs de l'équilibre entre la population et l'environnement ont atteint un point critique. Le premier est le rapide accroissement de la population mondiale — passée d'un milliard en 1830 à 2 milliards en 1930 et 4 milliards en 1975: et on estime qu'elle atteindra 8 milliards vers l'an 2015. Le second est celui de l'industrialisation qui a commencé en Europe à la fin du 18^e siècle et s'est répandue dans le monde entier dans la seconde moitié du 20^e. L'industrialisation a considérablement accru le pouvoir des humains de manipuler et d'exploiter les ressources naturelles de la planète. La hache a été remplacée par la scie articulée, la charrue à main par le tracteur, le pic et la pioche par des excavateurs et des bulldozers, le cheval par le moteur à essence et les voiliers par des pétroliers.

La demande du nombre croissant des utilisateurs des ressources naturelles a été multipliée par les moyens techniques et financiers dont ils disposent. Et ce n'est pas seulement l'effectif de la population qui a accru les pressions sur l'environnement. Le nombre relativement réduit des individus qui bénéficient des avantages par les pays industriels développés, où vit le quart de la population du globe, utilise et consomme les deux tiers des ressources du monde. Leur impact n'est pas non plus limité aux pays où ils vivent mais est ressenti dans le monde entier par le canal des transports et des échanges commerciaux.

Il n'est pas difficile de démontrer la réalité de cette situation. Les bois durs tropicaux sont abattus pour les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Les forêts sont détruites en Amérique Centrale et en Amérique du Sud pour étendre les pâturages qui permettent d'assurer les besoins de viande des Etats-Unis.

La capacité de notre planète de soutenir l'accroissement de la demande doit de toute évidence avoir des limites. Mais combien y ont pensé pendant les années 70? Au cours des dix dernières années, on s'est rendu compte que certaines ressources commençaient à s'épuiser — le pétrole en est le meilleur exemple. Et il semble bien que nous approchions aussi des limites en ce qui concerne d'autres produits. Mesurée en termes de production mondiale par tête, la production de bois a atteint son maximum en 1964, les prises de poissons ont atteint leur en 1970. Dans de nombreuses régions, les pâturages sont absorbés par le désert, le sol est perdu par l'érosion, les forêts sont abattues plus rapidement qu'elles ne peuvent être remplacées et les pêcheries sont surexploitées.

Les limites se rapprochent. Et on risque bien de n'avoir pas été averti suffisamment à l'avance pour pouvoir changer le cours des choses, d'autant plus que les 4 milliards d'êtres humains seront plus de 6 milliards dans 20 ans environ.

Pour pouvoir bien comprendre les pressions démographiques, les gouvernements

doivent connaître non seulement l'effectif futur de leurs populations, mais aussi le nombre d'individus que les diverses régions pourront nourrir.

Ce problème fait aujourd'hui l'objet de nombreuses recherches. Une équipe d'experts de la FAO et du FNUAP examine les limites de la production alimentaire des terres arrosées des pays en voie de développement. Son rapport devrait paraître en 1983. Les conclusions préliminaires montrent qu'à cause des bas niveaux d'apports pour l'amélioration des terres, la production alimentaire de vastes régions ne leur permet pas actuellement de nourrir adéquatement leurs populations. Si, d'ici l'an 2000, les apports restent insuffisants, 65 pays (30 en Afrique, 15 en Asie du Sud-Ouest, 6 en Asie du Sud-Est et 14 en Amérique Centrale) ne pourront pas satisfaire les besoins alimentaires de plus d'un milliard de personnes.

Les perspectives seraient par contre transformées avec un niveau intermédiaire d'apports à l'agriculture — avec des engrais, de meilleures méthodes de culture et l'exploitation de nouvelles terres. Si l'on considère l'ensemble des régions, la production alimentaire pourrait alors permettre de nourrir quatre fois l'effectif de la population projetée pour l'an 2000. Mais ce calcul cumulatif inclut 36 pays qui se trouveraient toujours dans une situation critique. Et même si une agriculture pleinement mécanisée sur toutes les terres arables permettait de nourrir une vaste population, il y aurait encore 19 pays en difficulté.

Sur la base de ces arguments, il semble donc que l'on pourrait produire suffisamment de nourriture pour des populations beaucoup plus nombreuses. Mais il faudrait toutefois tenir compte du coût énergétique des engrais et des transports inhérent aux systèmes d'agriculture mécanisés, de la vulnérabilité des céréales à fort rendement aux insectes et à la maladie, de la nécessité de disposer de certaines compétences et de bouleversements sociaux et culturels que causerait cette révolution agricole. Il faudra prendre en compte les conséquences pour l'environnement et l'écologie.

Entre-temps, le problème de la pauvreté dans le tiers-monde restera en tête des priorités. La pauvreté en elle-même est une cause importante de la dégradation de l'environnement. Les plus pauvres de ce monde, un milliard d'individus, n'ont pas d'autre option que de dénuder les campagnes pour obtenir le bois à brûler nécessaire pour la cuisson de leurs repas.

Les humains vivent de l'environnement et, à mesure que les pressions démographiques augmentent, les experts de la conservation paraissent vouloir protéger cet environnement des agressions humaines. Mais la Stratégie mondiale de la conservation parle de «conservation des ressources vivantes pour un développement durable». En d'autres termes, la conservation est pour le bénéfice des populations. La Stratégie reconnaît les interactions complexes qui existent entre les divers éléments de l'écosystème mondial. □

LA LÉGION DES SANS-TERRES

La pénurie de terres s'accroît dans presque toutes les régions du tiers-monde; elle est aggravée par des systèmes fonciers injustes, un développement irrégulier et une croissance démographique rapide. La dégradation écologique et la perte des régions naturelles sont parmi les conséquences les plus alarmantes de cette situation, comme nous l'explique Erik Eckholm, auteur de Down to Earth: Environment and Human Needs.

Les pauvres des zones rurales sont souvent décrits dans les discussions sous le terme général de «petits fermiers», qui cache toutefois les «stratifications» présentes dans la plupart des sociétés rurales. Les paysans sans terres, les petits métayers et les fermiers des terres marginales forment la majorité des habitants des zones rurales dans la plupart des pays d'Asie et d'Amérique Latine et leur nombre augmente en Afrique où la pénurie de terres devient aussi un sérieux problème.

Dans l'Asie non communiste, déclare la FAO, une proportion de 30 pour cent de la main-d'œuvre rurale ne possède pas de terres. Le reste est pour la plus grande partie composé de paysans qui cultivent des terres marginales ou de petits métayers exploités par les gros propriétaires fonciers. La concentration des grandes propriétés dans quelques mains explique, avec la croissance démographique, l'ampleur de la pénurie de terres.

En Inde, en 1981, 70 pour cent des fermes avaient moins de deux hectares et couvraient 21 pour cent de la superficie totale des terres arables, tandis que 4 pour cent des fermes avaient plus de 10 hectares et occupaient 31 pour cent de la superficie cultivable. Par contre, en Corée du Sud où d'importantes réformes ont été mises en œuvre, 92 pour cent des fermes avaient moins de deux hectares ou moins en 1974, mais représentaient 93 pour cent des terres arables.

En Amérique Latine, en 1975, 7 pour cent des exploitants agricoles étaient propriétaires de 93 pour cent des terres arables. En Amérique du Sud et en Amérique Centrale, un petit nombre de vastes exploitations occupent les meilleures terres et coexistent avec un grand nombre de fermes minuscules souvent incapables de nourrir une famille.

La pénurie de terres et leur concentration dans quelques mains posent depuis longtemps un problème en Afrique du Nord.

Dans une grande partie de l'Afrique au Sud du Sahara, toutefois, les systèmes fonciers traditionnels, aux termes desquels les terres sont la propriété des tribus et sont allouées aux individus pour être cultivées mais non pas vendues, restent la norme. En conséquence, la disponibilité apparente de vastes superficies de terres «inutilisées» a donné à penser que la pénurie de terres ne constituait pas une menace. Mais c'est là une illusion.

Dans de vastes régions de l'Afrique, le climat, le sol et divers autres facteurs géologiques rendent la culture ou même le pâtu-

rage impossible. Ailleurs, le sol et la faible pluviosité exigent de longues périodes de jachère pour pouvoir maintenir la productivité agricole. En fait, dans un nombre toujours plus grand de régions, la pénurie de terres devient un problème. Là où il existe des pressions démographiques, il s'est généralement produit une transition des droits fonciers tribaux aux droits individuels — avec les conséquences habituelles: les riches acquièrent la majorité des terres qu'ils louent aux petits paysans, créant la pénurie. Ces tendances sont le plus évidentes dans les régions de cultures d'exportation comme celles du cacao en Afrique Occidentale et du café en Afrique Orientale. Mais elles apparaissent aussi rapidement dans les zones caractérisées par la culture de subsistance.

C'est peut-être au Kenya que le problème de la pénurie de terres en Afrique au Sud du Sahara est le plus grave. Les fermes de plus de 100 hectares occupent le cinquième des terres arables du pays et la superficie des grandes propriétés va en augmentant. Pourtant, plus de la moitié des fermiers possèdent à peine deux hectares de terres, ce qui représente moins de 15 pour cent de la superficie totale. Dans les premières années 70, près du cinquième des familles rurales étaient sans terres.

Le Kenya fait mal augurer du reste de l'Afrique noire. Doubant à peu près tous les 24 ans, la population du continent s'accroît plus rapidement que la superficie des terres cultivées, qui n'a augmenté que de 12 pour cent entre les premières années 60 et 1975. L'accroissement de la pénurie de terres et la compétition sont inévitables et, en l'absence de politiques nationales pour réglementer l'accumulation de la propriété des terres entre quelques mains et les pratiques du métayage, et pour ralentir la croissance démographique, l'Afrique ne tardera pas à connaître, elle aussi, les conflits sociaux qui sont causés par le système foncier et sont depuis longtemps évidents en Amérique Latine et en Asie.

La croissance rapide de la population, la pénurie de terres arables inexploitées et l'extension des inégalités économiques semblent toutes contribuer à l'accroissement mondial du nombre des paysans sans terres. En dépit de la migration vers les villes, les populations rurales continuent à s'accroître de près de 2 pour cent par an dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie. Et même lorsqu'une telle politique est possible, les programmes de remembrement des terres ne peuvent en fait absorber qu'une petite proportion de la masse des paysans.

L'influence de la croissance démographique sur la pénurie de terres est aussi souvent exacerbée par d'autres développements de l'économie agricole: l'accumulation de terres par les fermiers plus aisés, la vente de leurs terres par les fermiers marginaux acculés, l'expansion des grandes propriétés et l'éviction des métayers par des propriétaires qui craignent des réformes

sociales ou voient une chance de bénéficier des nouvelles technologies.

La pénurie de terres a une conséquence encore plus alarmante avec la dégradation écologique. On ne peut pas assurer la conservation des régions naturelles, des sols et des forêts si l'on ne peut pas arrêter l'accroissement de la légion des sans-terres. En effet, tant qu'ils ne posséderont pas de bonnes terres ou un emploi suffisamment rémunéré, les fermiers continueront à défricher et à planter des terres qui ne devraient pas être cultivées — et ils le feront, non pas parce qu'ils ne se soucient pas de la conservation des ressources naturelles, mais parce qu'il faut bien qu'ils survivent. Les paysans vont s'installer dans les forêts tropicales humides et détruisent les écosystèmes dans l'espoir souvent futile de pouvoir assurer les besoins de leur famille en mettant les terres en culture. Pour les mêmes raisons, et parfois tout près de vastes propriétés sous-cultivées dans les vallées, les fermiers désespérés d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale labourent les versants abrupts des montagnes où la couche supérieure du sol ne tarde pas à être entraînée par les pluies.

Dans les zones semi-arides d'Afrique et d'Asie, les fermiers avides de terres établissent des cultures dans des zones de faible pluviosité qui se transforment en bols à poussière quand l'inévitable sécheresse apparaît. Entre-temps ils repoussent encore les bergers dans des régions toujours plus restreintes où le problème du surpâturage est intensifié. Le déséquilibre entre la superficie des terres arables, la population et la technologie est souvent partiellement caché par la réduction des périodes de jachère qui préservent le sol, et le processus transforme en désert de vastes régions de l'Afrique semi-aride.

Le système foncier d'une grande partie du tiers-monde est aussi économiquement inefficace. Dans l'ensemble, la production des grandes propriétés est, par unité de superficie, inférieure à celle des petites fermes. Dans quelques pays, l'exploitation des métayers décourage aussi les innovations. En outre, un mauvais système foncier contribue au chômage: la main-d'œuvre est, par unité, toujours plus nombreuse dans les petites fermes que dans les grandes.

La pénurie de terres et l'injustice du système foncier affectent aussi la stabilité politique. En Amérique Centrale, par exemple, la question de la disponibilité et de la répartition des terres est au cœur même de la violence politique.

Une réforme de la répartition des terres, de la pratique du métayage et des systèmes de soutien agricole, un développement capable d'assurer de meilleurs revenus aux populations rurales et le ralentissement de la rapide croissance démographique sont essentiels pour arrêter l'accroissement de la pénurie de terres et de ses nombreux maux. Et les progrès réalisés dans chacun de ces domaines sont liés aux progrès réalisés dans les deux autres. □

LA VIE DES PAUVRES DANS LA CITÉ

D'ici une trentaine d'années, le nombre des villes de plus de 10 millions d'habitants aura sensiblement augmenté et presque toutes se trouveront dans le tiers-monde. Jorge Hardoy et David Satterthwaite de l'Institut international de l'environnement et du développement examinent ci-dessous les problèmes que les vastes populations urbaines créeront pour l'environnement et la manière dont ils pourraient être résolus.

A mesure que la population et la dimension des villes augmentent et qu'une proportion croissante des habitants du monde s'installe dans les zones urbaines, deux importantes questions révèlent les liens existant entre l'environnement et les cités. La première touche à l'environnement «extérieur», qui est par exemple affecté par l'utilisation de ressources comme la terre et l'eau; et la deuxième à l'environnement «intérieur», c'est-à-dire au cadre de vie que les villes offrent à leurs habitants, en particulier les plus pauvres.

En termes d'air, de terres, d'eau et de paysages naturels, les villes ont inévitablement un énorme impact. Elles utilisent une grande quantité d'eau, souvent amenée de loin, et déversent leurs effluents dans les rivières, les lacs et la mer. Elle polluent l'air avec les émissions de leurs industries et de leurs véhicules. Et, par leur expansion, elles absorbent des terres fertiles.

On craint maintenant de plus en plus que les grandes villes, en particulier celles qui se développent le plus rapidement (et dont la plupart se trouvent dans le tiers-monde) n'atteignent une dimension qui ne permette plus à la nature, en dépit de sa munificence, de leur fournir l'air pur et l'eau dont elles ont besoin pour leur survie.

L'expansion des villes du tiers-monde au cours des trente dernières années est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Et la préoccupation qu'elle cause est encore renforcée par les projections. D'ici une trentaine d'années, par exemple, les agglomérations urbaines de 10, 20 ou 30 millions d'habitants seront de plus en plus nombreuses et se trouveront pour la plupart dans le tiers-monde. On peut donc craindre avec raison que ces villes ne se révèlent incapables de nourrir leur population.

Les problèmes qui commencent à surgir donnent quelques indications des pressions qui s'exerceront dans l'avenir. La nécessité de fournir une alimentation en eau adéquate à des agglomérations comme Mexico et São Paulo présente déjà d'énormes problèmes et coûte de plus en plus cher. En outre, des villes comme Le Caire, Lima, Bogota et bien d'autres encore se sont développées sur les terres les plus fertiles du pays.

Il y a aussi le problème du déboisement autour des villes. Lorsque le coût des combustibles comme le kérosène augmente, ou que de mauvais systèmes de distribution rendent l'approvisionnement difficile, la demande de bois à brûler s'accroît.

Enfin, beaucoup de grandes villes s'étendent au-delà de leur site naturel, rendant



L'expansion urbaine sauvage grignote les terres fertiles et crée un environnement dégradé par la pollution et la misère.

Crédit Mark Edwards/IPPF

l'établissement de l'infrastructure et des services nécessaires dans les nouvelles zones extrêmement onéreux. Le cadre naturel des villes et les espaces verts sont aussi détruits.

Mais si ces pressions externes semblent énormes, elles n'ont qu'une importance mineure comparées aux problèmes de l'environnement «interne» — de l'environnement que les villes offrent à leurs habitants. Cet environnement est moins dégradé par la pollution industrielle et les émanations des véhicules que par la pauvreté et l'incapacité des administrations locales et nationales de s'attaquer aux causes sous-jacentes du problème.

En termes d'environnement, les grandes villes du tiers-monde sont généralement composées de deux villes — la ville de l'élite, où les normes occidentales sont évidentes, et la ville des pauvres le plus souvent construite par ses habitants. Le tiers ou plus de citadins du tiers-monde vivent dans les environnements qui sont parmi les plus dégradés qui existent.

En termes de services, l'absence d'eau potable et d'égouts, d'un service de ramassage des ordures et de soins de santé curatifs et préventifs encourage le développement des maladies endémiques.

En termes d'habitat, le surpeuplement encourage la prolifération des maladies contagieuses — généralement aidée par la faible résistance des habitants due à la malnutrition.

En termes de sites, les pauvres sont forcés de vivre sur des terres insalubres. Parce qu'ils ne peuvent pas louer ou acheter un logement doté des commodités nécessaires ou un terrain à bâtir, ils sont obligés de vivre sur des terres qu'ils occupent illégalement. Généralement, les seuls emplacements d'où ils ne risquent pas trop d'être expulsés sont des emplacements peu appropriés au développement commercial — des ravines, des versants abrupts de montagnes sujets aux glissements de terres (comme à Rio de Janeiro et Caracas), des plaines d'inondation ou des bassins à flot (comme à Guayaquil, Bombay et Lagos). Ces établissements humains étant «illégaux», les autorités publiques ne leur assurent que très rarement un niveau minimum d'infrastructure et de services.

Les bidonvilles existent dans toutes les grandes villes du tiers-monde et sont occupés par des dizaines ou même des centaines de milliers de familles. Généralement construits par leurs habitants, ils constituent les principaux développements de l'habitat.

Il n'existe pas de solution toute faite. Limiter l'exode des campagnes vers les villes réduirait les problèmes, mais exigerait aussi la création d'autres perspectives économiques. La concentration des populations urbaines dans quelques grandes villes et la rapidité de leur croissance sont le résultat d'une concentration des investissements publics et privés dans ces villes depuis plus de 30 ans et de la pression des forces qui, dans les zones rurales, dépossèdent les paysans de leur gagne-pain.

Il est peu probable que ces tendances changeront dans l'avenir immédiat. Même

si les migrants pouvaient être détournés vers de plus petites villes ou pouvaient être encouragés à rester dans les zones rurales par un accroissement de leurs possibilités économiques, la population des villes du tiers-monde continuerait à s'accroître au taux de 2,5 pour cent par an ou plus du fait de l'accroissement naturel.

Les actions nécessaires pour faire face aux problèmes «internes» de l'environnement sont bien comprises mais rarement mises en œuvre. La première action doit consister à assurer aux pauvres une base économique stable et adéquate; autrement, aucune stratégie n'aura un impact marqué sur l'amélioration de leur environnement. Et aucune réduction sensible du taux de croissance démographique n'est possible sans une telle amélioration. La seconde action doit consister à mettre en œuvre des programmes nationaux visant à encourager les communautés à améliorer leur habitat (l'alimentation en eau, les installations sanitaires et le ramassage des ordures), à assurer aux populations l'éducation nécessaire (et notamment l'enseignement des principes de l'hygiène) et des soins adéquats, à promouvoir la planification familiale, à prévoir l'octroi de prêts à faible intérêt, à régulariser la situation des établissements humains «illégaux» et à offrir aux familles des terrains à bâtir bon marché, bien situés et dotés des services nécessaires.

Les meilleurs programmes des 10 ou 20 dernières années ont été basés sur une telle approche. Mais de telles mesures ont rarement été adoptées à une échelle susceptible d'avoir l'impact voulu.

Une grande détermination et l'existence d'une structure institutionnelle sont essentielles pour transformer les programmes individuels en programmes nationaux à long terme. Pour cela, les gouvernements

doivent accorder un plus grand soutien à l'établissement des services nécessaires à tous. La coordination entre les ministères ou les agences de la santé, de l'éducation, de la planification, du logement et des travaux publics doit être améliorée pour une attaque concertée contre la pauvreté et son environnement. Les besoins de tous les groupes de la société, y compris ceux des enfants et des jeunes, doivent être soigneusement considérés. Une plus grande assistance doit être accordée aux administrations municipales qui ne disposent souvent pas de fonds, des pouvoirs et de la main-d'œuvre spécialisée nécessaires pour la mise en œuvre de tels programmes.

Les marchés fonciers urbains nous fournissent un bon exemple de la nécessité d'actions au niveau national et municipal. Pour l'instant, les marchés fonciers urbains qui ne sont pour la plupart pas réglementés excluent le tiers ou plus de la population des grandes villes d'une forme d'habitat légale. Seule une action publique visant à offrir des terrains à bâtir légaux, bon marché et dotés de services permettra de ralentir la détérioration de l'environnement et de régir la croissance physique des villes. Et par action publique, nous entendons une action au niveau des administrations municipales appuyée par une législation nationale et un soutien financier et technique.

Les experts de l'environnement remporteraient un triomphe notable — et ce serait là un autre exemple des liens entre une bonne conservation de l'environnement et un développement bien conçu — si les conditions de vie des pauvres dans les grandes agglomérations, les autres villes et les zones rurales étaient considérées comme la priorité des années 80 et 90 en matière d'environnement et si notre communauté internationale agissait dans le sens voulu. □



Beaucoup de villes s'étendent au-delà de leur site naturel, détruisant les paysages.

Crédit Paul Harrison/IPPF

Népal: dangers du «boum» touristique

Dans une interview récente accordée au **Bulletin** de l'UICN, Sir Edmund Hillary, le vainqueur de l'Himalaya, déclare: «Si j'avais un moyen d'agir sur le passé, je ferais en sorte que les progrès aient lieu dans l'ordre en ce qui concerne le tourisme au Népal. Trop de monde est venu trop vite et je pense que je partage ma part de responsabilité en cela».

C'est en 1950 que le royaume montagneux du Népal a ouvert ses frontières. Depuis lors, le tourisme est devenu une industrie florissante - les recettes sont passées de 2,2 millions de dollars en 1971 à 52 millions de dollars en 1981 - et la principale source de devises fortes pour le pays. Cependant le tourisme entraîne une dégradation de l'environnement dans le Parc national de Sagarmatha (mont Everest), destination favorite des randonneurs. En outre, le mode de vie des sherpas de la région de Khumbu, dans le nord-est du Népal où se trouve le parc, est en train de changer radicalement. Sir Edmund ajoute: «les touristes ont afflué avant que nos structures permettent de les recevoir, avant que nous ayons une organisation capable de s'occuper du problème, avant que nous ayons suffisamment de carburant pour les transports. Le bois de feu a donc été utilisé comme carburant, provoquant un déboisement notable».

Avant l'essor du tourisme déjà, l'environnement de la région de khumbu subissait des pressions dues à l'abandon des méthodes de surveillance traditionnelles exercées sur les terres, consécutif à un changement de politique interne mais aussi à l'afflux de réfugiés fuyant, avec leurs troupeaux, l'invasion chinoise du Tibet voisin, en 1959. Le tourisme n'a fait qu'aggraver ces pressions, notamment en faisant gonfler la demande de combustibles ligneux et flamber les prix des produits alimentaires locaux.

L'environnement de l'Himalaya est, en haute altitude, très sensible à la dégradation. Les plantes poussent lentement - il faut parfois 60 ans à un buisson de genévrier pour pousser de 35 cm - et les arbres coupés laissent un paysage désolé qui met des années à se reconstituer. La pratique locale qui consiste à arracher les racines tout en récoltant feuilles et branchages ralentit encore la régénération. Mais le bois de feu est devenu la principale récolte de rapport des sherpas locaux et l'augmentation des prix des produits alimentaires implique qu'ils ont besoin d'accroître leur revenu. Les coutumes locales qui freinaient la coupe de bois disparaissent. Le résultat direct de l'essor du tourisme est la dégradation accélérée des écosystèmes.

La Réserve du lac Mburu devient le quatrième parc national de l'Ouganda.

Le 17 décembre 1982, la Réserve de gibier du lac Mburu est devenue par loi du Parlement le quatrième parc national de l'Ouganda et le premier à être créé depuis vingt ans.

La réserve couvre 530 km² à l'est de Mbarara, district d'Ankole. Le terrain est

varié: collines herbeuses ondoyantes et parsemées de marécages et de lacs. C'est la seule région de l'ouest de l'Ouganda où vivent des impalas, des élans, des antilopes rouannes et des zèbres. Abondante il y a peu de temps encore, la faune s'est appauvrie sous les effets conjugués de massacres perpétrés sous prétexte de contrôle du gibier, de programmes de lutte contre la mouche tsé-tsé, de la perte de l'habitat et du braconnage. Le lac Mburu est, sur le plan national, un sanctuaire important qui devrait être activement protégé. C'est aussi une aire pittoresque qui, si les conditions s'améliorent, pourrait devenir une source de revenu non négligeable, grâce au tourisme. Le nouveau parc est longé par une route goudronnée reliant Mbarara à la capitale, Kampala.

Au début de 1982, des études aériennes de la réserve, entreprises par l'UICN/WWF et le *People's Trust for Endangered species* révélèrent que la réserve était envahie par le bétail domestique (en excès de 10 000 têtes), que de nombreux campements temporaires étaient dispersés dans la réserve et que quelques campements permanents étaient entourés de plantations de matoke (banane plantain). En dépit de ces pressions, il existe encore un bon nombre d'impalas, d'élans, de zèbres mais aussi de cobes, d'ourébis et de damalisques.

Ces derniers mois, des efforts ont été entrepris avec succès pour déplacer les troupeaux domestiques et les hommes au-delà des limites de la réserve avant qu'elle ne devienne parc national.

Les autres parcs de l'Ouganda sont les Parcs nationaux de Kabalega, de Ruwenzori et de la vallée de Kidepo.

En Ouganda, la mise sur pied d'un réseau de parcs ne s'est pas toujours faite sans heurt. La planification de la gestion des parcs nationaux a été entravée par des problèmes inattendus. En Afrique, les modifications climatiques, les épidémies de peste bovine et de trypanosomiase, l'explosion démographique et le confinement des éléphants dans les parcs nationaux sont autant d'événements inattendus aux conséquences lourdes pour l'écologie. Depuis 1952, le tourisme fondé sur les parcs nationaux a connu un essor exponentiel pour devenir la deuxième source de devises de l'Ouganda. A l'époque, on prévoyait une stabilité et une croissance économique régulière. Le principal problème de gestion consistait à trouver le moyen d'empêcher la population d'éléphants en surnombre de détruire les arbres.

Puis, en 1972, avec le coup d'Etat militaire d'Idi Amin Dada, les parcs furent soumis à rude épreuve. Le tourisme s'effondra et l'économie fut ruinée. La loi et l'ordre ne furent bientôt plus qu'un souvenir et les armes automatiques proliférèrent aux abords des parcs nationaux. Des officiers de la police et de l'armée se livraient au braconnage dans les parcs, pour la viande et l'ivoire et les gardiens étaient bien impuissants à les en empêcher. La recherche, poursuivie jusqu'en 1976 mit en évidence un déclin sévère de la population d'éléphants.

L'Institut ougandais d'écologie reprit les travaux de recherche en 1980 avec l'aide du WWF et découvrit que les populations d'éléphants étaient au bord de l'extinction. Les gardes manquaient de nourriture, de moyens de transport et de carburant. Cependant ils étaient à leur poste et l'organisation restait intacte, marquée par une tradition de dévouement. Un programme de lutte contre le braconnage et de réhabilitation fut lancé d'urgence avec l'aide de l'UICN/WWF, de la FZS, de l'AWLF et de la *National Geographic Society*, entre autres. Une aide technique et matérielle considérable a aussi été fournie par le PNUD et la CEE. Destiné à freiner le braconnage, le programme s'est aussi attaqué aux problèmes de l'amélioration des approvisionnements en aliments et en carburants, des transports, des communications, du soutien aérien, de l'infrastructure routière, de la construction et de la formation de personnel à tous les niveaux. Le programme a réussi à enrayer le braconnage, celui des éléphants notamment et les gardes ont aidé les autorités civiles à restaurer l'ordre et loi en confisquant les armes des braconniers.

Pour l'avenir, si l'on veut que survivent les parcs nationaux d'Afrique, à travers les périodes de troubles et d'agitation qui attendent peut-être le continent, l'accent doit être mis sur l'importance de former des administrateurs des ressources dévoués à la cause et d'éduquer un public sensibilisé.

Aujourd'hui, il faut remercier les pouvoirs publics ougandais pour leurs excellentes initiatives en matière de conservation telle la transformation de la Réserve du lac Mburu en parc national.

(Préparé à partir d'un texte de F.I.B. Kanyanja et I. Douglas-Hamilton).

Réserve péruvienne en expansion

La superficie de la Réserve nationale de Pacaya Samiria en Amazonie péruvienne est passée de 1 387 000 ha à 2 080 000 ha et comprend désormais des zones importantes des bassins versants de la Pacaya et de Samiria. Cette mesure contribue à la protection des caïmans, des tortues, des loutres, etc.

Pollution par les hydrocarbures: solution en vue?

L'organisation internationale de la marine a peut-être trouvé le moyen de repérer les navires qui procèdent au dégazage en mer. Des chercheurs suédois ont mis au point une méthode simple et peu coûteuse impliquant l'ajout de minuscules particules d'alliages métalliques facilement décelables dans les cargaisons de pétrole et laissant des traces sur l'eau. Les essais conduits dans la Baltique en collaboration avec la République fédérale d'Allemagne, la République démocratique d'Allemagne, la Pologne et l'URSS semblent concluants.

Les scientifiques de l'université de Lancaster envisagent une méthode plus sophistiquée, faisant intervenir un satellite qui informe des détecteurs au sol de toute nappe d'hydrocarbures en formation. Cela permettra de prendre les pétroliers fautifs en flagrant délit. □

L'UICN publie

IUCN Red Data Book on Invertebrates

Le premier *Red Data Book* sur les invertébrés est sous presse et devrait être prêt fin mars. Ce premier volume a pour objectif de présenter un ensemble équilibré de cas illustrant les pressions exercées sur les populations d'invertébrés et leurs habitats de même que la gamme des invertébrés menacés par les activités humaines, dans le monde entier. Chaque phylum est traité dans les textes d'introduction; plus de 200 taxa sont répertoriés et classés dans les diverses catégories du *Red Data Book*. Les volumes suivants étudieront des groupes choisis, comme les mollusques, et les papillons porte-queue en plus grand détail. Le présent ouvrage a été compilé conjointement par S.M. Wells, R.M. Pyle et N.M. Collins. Pour l'obtenir: Service des publications, UICN, Centre mondial de la conservation, 1196-Gland, Suisse.

Guidelines for National Implementation of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, IUCN Environmental Policy and Law Paper No.17. Gerhard Emonds, 148 pp; 12 dollars, UICN, 1981.

Il est universellement reconnu que la CITES est, de tous les traités de conservation de la faune et de la flore actuellement en vigueur, celui qui recueille le plus de suffrages. La Convention a aujourd'hui 81 Etats Parties. Toutefois, en raison de sa complexité et de la portée des mesures à prendre sur le plan national pour sa mise en oeuvre, beaucoup de pays, notamment du tiers monde, se heurtent à des difficultés pour satisfaire à toutes les obligations du traité.

Ce livre tente de fournir des directives permettant de résoudre ces difficultés. L'auteur, Gerhard Emonds, a pris une part active à la préparation de la Convention et travaille quotidiennement à sa mise en oeuvre par un organe de gestion.

L'ouvrage se divise en deux parties et quatre annexes. La première partie donne des informations générales sur la Convention et étudie sa préparation; la deuxième met en relief et explique les éléments juridico-administratifs qui importent pour la mise en oeuvre de la Convention sur le plan national. Les quatre annexes contiennent le texte de la Convention et des données sur des résolutions et documents issus des réunions de la Conférence des Parties.

Dans la deuxième partie, la plus importante, les directives sont énoncées. Après des considérations préliminaires concernant la mise en oeuvre, sont décrits les points principaux de la Convention devant être pris en considération lors de l'élaboration d'une législation de mise en oeuvre nationale. Cette partie traite de la désignation des autorités de gestion, des autorités scientifiques et des ports d'entrée et de sortie.

Unesco impact science et société

Revue de l'Unesco

Publiée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, cette revue comprend la science comme l'une des grandes forces de changement des sociétés. Ses articles étudient les conséquences et les possibilités du développement scientifique pour l'individu, les nations et l'humanité entière.

Entièrement consacrée à cette question décisive, c'est une revue écrite pour l'homme cultivé comme pour l'homme de science par des spécialistes de premier ordre.

Chaque numéro est centré sur un sujet hautement significatif pour l'homme d'aujourd'hui.

Exemple de thèmes déjà traités:

La science pourvoyeuse d'armes

Les ressources de la mer

L'œil est-il une partie du cerveau?

L'aviation civile facteur de développement

La gestion de la biosphère

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à la revue
IMPACT
Science et Société
Trimestriel
4 numéros par an

☐ 1 an: 62 F
☐ 2 ans: 100 F

☐ en français
☐ en anglais
☐ en espagnol

Nom _____

Prénom _____

Veillez trouver ci-joint mon règlement, soit _____ F par:

☐ Chèque bancaire
☐ CCP 3 volets Paris 12598-48F

Code postal _____ Ville _____

Libellé à l'ordre de
Librairie de l'Unesco

Date _____ Signature _____

Détail pratique, l'ouvrage propose des modèles de permis et de certificats exigés des Parties à la Convention. Enfin, l'auteur présente des procédures spéciales de mise en oeuvre. Il est tenu compte du fait que chaque pays a son propre style et ses pratiques légales qui réclament une attention individuelle. C'est pourquoi l'ouvrage est présenté sous forme de lignes directrices et non de modèle qui ne pourrait répondre à toutes les situations. Ce livre est un outil complet, à l'usage des responsables de la rédaction et de la mise en oeuvre de tels textes juridiques. Pour l'obtenir: Service des publications, UICN, Centre mondial de la conservation, 1196-Gland, Suisse.

Nouvelles données sur les éléphants et les rhinocéros.

Elephants and Rhinos in Africa est une brochure compilée et rédigée par Peter Jackson à partir des rapports des groupes de spécialistes des éléphants et des rhinocéros.

ros d'Afrique de la SSC/UICN. Pour l'obtenir: Service des publications, UICN, Centre mondial de la conservation, 1196-Gland, Suisse.

BULLETIN DE L'UICN

Journal de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.

Edition: Raisa Scriabine
La SMC à l'oeuvre: Helena Hallden
Assistante d'édition: Françoise Dagon
Edition française: Danièle Devitre

Publication trimestrielle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier du PNUE, de l'Unesco et du WWF. Souscription annuelle 30 dollars.

Les opinions exprimées dans le Bulletin sont celles de la rédaction. elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN. Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires.

Imprimerie Beck, avenue Dapples 34a, 1006 Lausanne, Suisse.